

UNIVERSITE ABDERRAHMANE MIRA DE BEJAIA



Faculté des Sciences Economiques, Commerciales et des Sciences de
Gestion Département des Sciences Economiques

MEMOIRE

En vue de l'obtention du diplôme de
MASTER EN SCIENCES ECONOMIQUES

Option : Economie Quantitative

L'INTITULE DU MEMOIRE

*L'impact du capital public sur la croissance économique dans les pays
exportateurs du pétrole*

Préparé par :
- BEHLOUL Farida
- LIMAM Sabrina

Dirigé par :
Dr KACI Said

Date de soutenance :

Jury :

Président :

Examineur :

Rapporteur :

Année universitaire : 2021/2022

REMERCIEMENT

Nous remercions avant tout le bon dieu le tout puissant qui nous a donné la force et la volonté de finaliser ce travail.

*Nous tenons donc à exprimer notre profonde reconnaissance et nos vifs remerciements à notre encadreur **MR KACI SAID** pour son aide précieux, son entière disponibilité, ses minutieuses orientations et tous ses conseils qui n'ont cessé de nous prodiguer tout au long de ce travail.*

*Un grand merci à tous le collectif du département de la faculté des sciences économiques, commerciales et des sciences de gestion de l'université **ABDERRAHMANE MIRA** pour leur qualité humaine très positive, leur patience, la disponibilité et l'esprit de compréhension affiché à l'égard de l'ensemble des étudiants.*

Nos remerciements à tous ceux qui nous a aidé et soutenu de près ou de loin et aux membres du jury de soutenance d'avoir accepté d'évaluer ce mémoire.

DEDICACES

Je dédie ce modeste travail à toutes les personnes qui comptent beaucoup pour moi.

A mon très cher père, mon idole dans la vie, qui m'a tout le temps aidée, encouragée et soutenue pour aller jusqu'au bout.

A ma mère qui m'a accompagnée avec ces prières tout au long de mon parcours, et elle me souhaite toujours la réussite et le bonheur dans ma vie.

A tous ceux qui ont participé de près ou de loin à l'élaboration de ce modeste travail.

Farida

Dédicaces

*Je dédie ce modeste travail à toutes les personnes qui comptent
beaucoup pour moi.*

*A mon très cher père, mon idole dans la vie, qui m'a tout le temps
aidée, encouragée et soutenue pour aller jusqu'au bout.*

*A ma mère qui m'a accompagnée avec ces prières tout au long de mon
parcours, et elle me souhaite toujours la réussite et le bonheur dans
ma vie.*

*A tous ceux qui ont participé de près ou de loin à l'élaboration de ce
modeste travail.*

Sabrina

Sommaire

Introduction générale.....	4
Chapitre I : généralités sur le concept de la croissance économique	
Section 1 : La définition et les déterminants de la croissance économique	8
Section 2 : Les modèles de croissance exogène	15
Section 3 : Les modèles de croissance endogène	16
Chapitre II : L'apport du capital public à la croissance économique	
Section 1 : Définition du concept « capital public »	23
Section 2 : L'intervention de l'Etat dans l'économie selon les différentes écoles de la pensée économique.	30
Section 3 : Revue de littérature empirique sur la contribution du capital public à la croissance.	36
Chapitre III : Analyse descriptive de l'évolution des dépenses publiques et de la croissance économique dans les pays exportateurs	
Section 1 : Evolution de la croissance économique dans les pays exportateurs de pétrole.	39
Section 2 : Evolution des dépenses publiques dans les pays exportateurs de pétrole.	43
Section 3 : Politique économique et croissance économique dans les pays exportateurs de pétrole.	45
Chapitre IV : L'étude économétrique de l'effet du capital public sur la croissance économique	
Section 1 : Construction du modèle.	48
Section 2 : Résultats de l'estimation.	49
Section 3 : Interprétation des résultats et recommandations.	53
Conclusion générale	57
Bibliographie.....	58
Annexes	

Liste des abréviations

PIBR : le produit intérieur brut réel

FBCF : formation brute de capital fixe

Pop : population active.

DPT : Dépense public Total

PIB : le produit intérieur brut

OPEP : l'Organisation des pays exportateurs de pétrole

CCG : Conseil de coopération du Golfe

TVA : taxe sur la valeur ajoutée

FRR : fonds de régulation des recettes

PNB : Le produit national brut

IDH : L'indice de développement humain

PNUD : programme des Nations Unies pour le Développement

FBCF : formation brute de capital fixe

MOANAP : Moyen-Orient, Afrique du Nord, Afghanistan et Pakistan

Liste des tableaux

N° De Chapitre	N° De Tableau	DESIGNATION	N° De Page
04	01	Modèle à effet fixe	50
04	02	modèle à effet variable	51
04	03	Test d'hausman	51
04	04	Tableau récapitulatif des résultats	52

Liste des figures

N° De Chapitre	N° De Figure	DESIGNATION	N° De Page
01	01	le PIB par travailleur et le capital par travailleur	14
03	02	La croissance du PIB réel	40
03	03	Révision de croissance du PIB réel depuis oct 2007	41
03	04	Evolution des prix de pétrole	42
03	05	Composantes de la dépense	44

Introduction

Introduction

Introduction

La question théorique des effets du capital public sur la croissance économique constitue une préoccupation centrale dans toutes les économies, afin d'adopter une politique économique pour favoriser la croissance sur le long terme et améliorer le mode de vie et le niveau sociale.

Le débat sur cette question a pris deux chemins différents. Le premier est celui des économistes classique tel que Adam Smith qui stipulent que l'économie s'autorégule et que le rôle de l'état dans cette dernière se limite aux fonctions régaliennes (armée, police, justice)¹, ainsi les économistes néoclassiques défendent ce modèle d'Etat gendarme dont les prérogatives se limitent à garantir les droits de propriété indispensables au bon fonctionnement des règles du marché et à financer des infrastructures publiques nécessaires à la vie économique et à la croissance des nations. Le deuxième chemin est celui de l'analyse keynésienne et néo-keynésienne qui indique un apport positif et significatif de l'intervention de l'Etat sur la demande globale et la croissance.

Depuis les années 1970, il y a résurgence des thèses libérales avec des économistes néolibéraux tels que Milton FRIEDMAN (Ecole monétariste), Thomas SARGENT (Théorie des anticipations rationnelles) et Arthur LAFFER (Théorie de la pression fiscale optimale) qui ont mie, que les agents économiques réagissaient toujours aux décisions économiques de l'Etat, que moins d'Etat était mieux Etat. Ils ont prôné des politiques anti-inflationnistes se caractérisant par l'autolimitation du pouvoir financier de l'Etat et dénoncé les méfaits des déficits budgétaires notamment leurs effets d'éviction sur le secteur privé et leurs effets boule de neige qui font croître l'endettement. ils ont tous appelé au désengagement de l'Etat dans l'économie (privatisations) et à la déréglementation (l'Etat a renoncé d'assumer certaines de ses missions régaliennes de fixer des normes, des règles dans plusieurs secteurs du monde économique-financier).

La crise financière de 1929 a été l'occasion de remettre en cause le postulat d'une autorégulation mécanique du marché, ceux-là même qui plaidaient pour le désengagement de l'État l'appelant à la rescousse. Par delà, les économistes se sont interrogé sur l'efficacité du marché soit d'autant plus grande qu'on n'y intervient pas.

Pour cela, un dialogue doit s'installer entre économistes. L'enjeu est d'évaluer les mécanismes autorégulateurs du marché et de leurs limites, de mesurer par quelles mesures politiques permettre au marché de fonctionner correctement, enfin de compenser les

¹(Adam Smith 1776).

Introduction

défaillances.²

D'autres nouvelles théories de la croissance suggèrent que les dépenses publiques, notamment les dépenses de l'investissement peuvent favoriser la croissance. Selon Keynes qui défend la nécessité pour l'Etat d'intervenir dans l'économie, les crises économiques et/ou financières sont globalement dues à une insuffisance de la demande globale d'où la nécessité d'augmenter les dépenses publiques quitte à creuser momentanément les déficits afin de faire repartir efficacement la machine économique et il ne croit pas que les mécanismes «classiques» de rééquilibrage automatique fonctionnent correctement.(Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie de Keynes 1936).

Initié par Romer (1986) et Lucas (1988), le cadre du modèle endogène met en évidence trois sources importantes de croissance de nouvelles connaissances (Romer, 1990 et Grossman et Helpman, 1991), l'innovation (Aghion et Howitt, 1992) et les infrastructures publiques (Barro, 1990). Ainsi, les politiques publiques sont appelées à jouer un rôle essentiel dans la performance de l'économie à long terme.

Dans son article "*Government Spending in a Simple Model of Endogenous Growth*", publié en 1990, Barro soutient que la taille du gouvernement influence de manière significative le taux de croissance économique, en se basant sur l'existence d'un niveau optimal pour la participation du gouvernement dans l'économie.

Dans l'histoire on se rend compte que rarement les ressources naturelles ont été des sources de croissance, elles ont été même beaucoup plus des sources de désordre notamment de désordre économique, ainsi les pays riches en ces matières voient souvent et paradoxalement leur situation économique se détériorer, alors qu'une vision superficielle laisserait penser que cette manne devrait être un facteur de développement.³

Hans Singer et Raul Prebisch dans leur thèse de 1950, ont examiné des données sur une longue période de temps : les termes de l'échange se sont dégradés pour les pays exportateurs de matières premières depuis 1876, au profit des pays exportateurs de produits manufacturés. D'après Prebisch, ce processus de dégradation des termes de l'échange est dû aux différences de spécialisation entre les "États du Nord", technologiques, et les "États du Sud", dont l'économie est basée sur l'exploitation des ressources primaires.

Les estimations de Sala-i-Martin et Subramanian (2003) montrent que la malédiction des ressources naturelles est due à leurs effets sur les institutions politiques du pays.

²(Colloque international "L'autorégulation du marché: mythe ou réalité?" Université de Genève Uni Mail le 18/02/2011)(Jacques Mistral, Bruno Biais, François Dermange)

³(Philippe Chalmin,https://youtu.be/LwZnr91z_Hg).consultez le 20/11/2021

Introduction

L'abondance de ressources naturelles crée des conditions propices à la corruption et aux gaspillages. Ce sont ces dernières qui causent un effet négatif sur la croissance et non pas les ressources naturelles en tant que telles.

Sachs et Warner (1995), Isham et Al (2005) constatent que l'intensité des exportations de minerais, les produits énergétiques et les cultures sont fortement associés à une institution publique faible, corrélant ainsi une faible croissance économique.

La dégradation de la santé de ces économies porte, dans la littérature, différents noms, le plus connu restant la « malédiction des ressources naturelles ». Ce constat a donné naissance à un corpus théorique dénommé syndrome hollandais (*Dutchdisease*), ce phénomène ayant d'abord été analysé dans les années 1970 suite à la découverte de gisements importants de gaz naturel aux Pays-Bas et cette analyse montre que la rente issue de cette ressource (gaz naturel) avait profondément modifié les équilibres macro-économiques provoquant une augmentation des prix et un déséquilibre accentué dans le commerce extérieur avec des importations plus importantes des biens manufacturés concurrençant à la fois l'agriculture et l'industrie locale.

La rente pétrolière confère un pouvoir financier considérable et une position stratégique sur la scène internationale pour les pays exportateurs. Elle demeure toutefois une source de vulnérabilité pour leurs économies. En effet, les expériences de nombreux pays pétroliers montrent que la forte dotation en ressources naturelles limite leurs opportunités de croissance malgré la forte capacité financière.

L'objectif de ce travail est de déduire les effets que peuvent entraîner des changements dans les dépenses publiques sur la croissance économique avec la présence d'une rente pétrolière et d'apporter des éléments de réponses à la question principale suivante : ***Quel est l'impact du capital public sur la croissance économique dans les pays exportateurs du pétrole?***

Les hypothèses :

H1 : Les dépenses publiques ont un effet positif et significatif sur la croissance économique dans les pays exportateurs de pétrole.

H2 : Les dépenses publiques doivent cibler et encourager les sources de la croissance endogène afin d'entraîner la croissance à long terme et de réduire la vulnérabilité des pays rentiers.

Pour répondre aux questions et vérifier les hypothèses précédentes, nous avons mobilisé dans ce mémoire une démarche méthodologique qui combine l'investigation théorie

Introduction

et l'analyse empirique. La première consiste à mobiliser les notions théoriques liées à notre thème. La seconde consiste à effectuer une évaluation empirique à l'aide d'outils statistique adéquats pour mesurer l'effet des dépenses publiques sur la croissance dans un panel de pays riche en hydrocarbure.

Ce travail s'organise donc comme suit :dans le premier chapitre nous allons essayer d'exposer quelques notions fondamentales se rapportant sur la croissance économique et les modèles de croissance endogène et exogène. Ensuite dans le deuxième chapitre, on va présenter l'apporte du capital public à la croissance économique, et l'intervention de l'état dans l'économie selon les différents écoles de la pensée économique, ainsi qu'une revue littérature empirique sur la contribution du capital public à croissance. En troisième chapitre on va présenter une analyse descriptive de l'évolution des dépenses publiques et de la croissance économique dans des pays exportateurs, en dernier chapitre nous allons s'intéresser a l'étude économétrique de l'effet du capital public sur la croissance économique.

Nous terminerons notre travail par une conclusion générale qui résumera l'ensemble des résultats de notre étude.

**Chapitre I : généralités sur le
concept de la croissance
économique**

Chapitre 1 : généralités sur le concept de la croissance économique

Introduction

La croissance économique est l'un des principaux objectifs poursuivis par les gouvernements et auquel aspirent les citoyens. La croissance économique est liée à un ensemble de facteurs essentiels de la société qui constituent le climat propice à son développement. La croissance économique est une condition nécessaire, mais elle n'est pas suffisante pour élever le niveau de vie matériel des individus. L'autre condition est le partage des richesses entre les individus.

La croissance économique augmente les profits, ce qui entraîne à son tour une augmentation de leurs investissements et une augmentation de leur demande de main-d'œuvre, ce qui contribue à réduire les taux de chômage, à augmenter le taux de revenu des individus et à améliorer leur niveau de vie. Ce qui conduit à une augmentation de la demande des particuliers en biens et services.

En termes plus simples, la croissance économique est la combinaison du capital, des matières premières, de l'augmentation du nombre et de la qualité de la main-d'œuvre, en plus des outils à sa disposition pour utiliser et travailler, conduira à une augmentation de la production économique, car la croissance vise à accroître l'investissement en capital et à développer la production.

Section 1 : la définition et les déterminants de la croissance économique

1. Définition de la croissance économique

La croissance économique désigne la variation positive de la production de biens et de services dans une économie sur une période donnée, généralement une période longue. En pratique, l'indicateur le plus utilisé pour la mesurer est le produit intérieur brut ou PIB⁴ Il est mesuré « en volume » ou « à prix constants » pour corriger les effets de l'inflation. Le taux de croissance, lui, est le taux de variation du PIB. On utilise souvent la croissance du PIB par habitant comme indication de l'amélioration de la richesse individuelle, assimilée au niveau de vie⁵.

Le concept de croissance économique est un concept quantitatif c'est :

⁴https://www.memoireonline.com/04/15/9095/m_problematique-de-lacroissance-economique-en-RDC3.html date consultation 05/02/2022

⁵Idem

Chapitre 1 : généralités sur le concept de la croissance économique

« l'augmentation à long terme de la production du pays ». ⁶

On peut aussi se référer au concept d'expansion économique, qui est l'augmentation circonstancielle de la production, et ainsi on peut dire: croissance économique c'est une station d'expansion successive de l'économie, et puisque la croissance exprime l'augmentation de la production, elle tient compte la part de la production par habitant, c'est-à-dire : le taux de croissance selon ce qui précède,

La croissance économique se traduit par l'augmentation de la production nationale réelle entre deux périodes ⁷.

Le taux de croissance économique simple au cours de la période t est généralement Mesuré par la relation suivante :

$$T_{pib} = \frac{PIB_t - PIB_{t-1}}{PIB_{t-1}} * 100$$

La croissance peut aussi s'accompagner de progrès économique, si la croissance du produit nationale est supérieure au taux de croissance de la population. Ou elle peut ne pas S'accompagner de progrès économique si le Taux de croissance de produit national est égal ou taux de croissance de la population, tandis que si le taux de croissance de la population est supérieur au taux de croissance du produit national, alors la croissance s'accompagne d'un déclin du revenu par habitant. ⁸

Simone Kuznets définit la croissance économique comme suit: c'est une augmentation à long terme des possibilités d'approvisionnement en biens d'une population économique de plus en plus diversifiée, et ce potentiel croissant repose sur une technologie de pointe, l'adaptation institutionnelle et l'idéologique requis. ⁹

De cette définition, un certain nombre de caractéristiques, notamment peut être tiré ¹⁰

- Miser sur la croissance à long terme, et donc sur une croissance durable plutôt que transitoire.

La nécessité d'une adaptation institutionnelle et idéologique, qui montre l'importance du système institutionnel dans le processus de croissance. Ce qui est important dans cette définition, c'est qu'elle réduit l'écart entre la croissance économique en tant qu'acte automatique et le développement économique durable est le résultat de politiques,

⁶Muller Jacques, « Manuel et application(économie » édition 2010)

⁷(ASHWAQ Bin QADOUR, 2013 :63)

⁸Présentation Mostafa, recherche sur la croissance économique, www.startimes.com

⁹(Pierre Robert, 2010 :02)

¹⁰(Pierre Robert, 2010 :02)

Chapitre 1 : généralités sur le concept de la croissance économique

d'institutions, de changements structurels et pratiques, et donc simplement un processus dans la littérature classique ¹¹.

Quant à John Revoir, il la définit comme : « la transformation graduelle de l'économie par une augmentation de la production ou du bien-être, de sorte que la situation que l'économie atteint soit dans un sens vers l'augmentation de celle-ci, et plus précisément, la croissance peut être définie par l'augmentation du revenu interne total du pays avec toutes l'augmentation qu'il réalise du revenu réel par habitant¹². Quant à l'économiste ¹³américain Kuznets, il considère qu'elle a pour effet des augmentations continues de la production de richesse matérielle, l'investissement dans le capital physique et humain –ainsi que le progrès technique et l'efficacité des systèmes économiques –sont les principales sources de la croissance économique. Le capital physique et humain affecte positivement la productivité des travailleurs et le développement de la main-d'œuvre en termes de fonction et de qualification dans la mesure où il augmente la proportion des forces économiquement actives.

Quand au progrès technique, il signifie l'utilisation de nouvelles méthodes techniques par l'invention ou l'innovation, ainsi que le facteur de risque dans l'outil de production quant aux systèmes économiques.

La croissance économique au sens large, désigne l'augmentation de la production des biens et services dans une économie sur une période donnée.

Selon F. Perroux: « la croissance économique est un processus complexe auto –entretenu d'évolution à long terme qui se traduit par un accroissement des dimensions caractéristiques de l'économie et par une transformation des structures de la société. Elle est mesurée par les variations d'un indicateur exprimé en volume – le PIB réel »¹⁴.

2. Les mesures de la croissance

La croissance économique est généralement mesurée par le PIB, le PNB et IDH

2.1. *Le produit intérieur brut PIB*

«Le produit intérieur brut PIB est la valeur totale de tous les biens et services finaux

¹¹<https://www.worldbank.org/en/country/syria/overview> date de consultation 21/04/2022

¹²Juma'a Hegazy, concepts de développement. www.ina-syrie.com/tbl/_images/file0473.pdf

¹³Tawfiq Abbas ABD Aoun AL-SAUDI, « une étude des taux de croissance pour la crise des pauvres (IRAK-DRASS)

¹⁴C.BOURDANOVE et F.MARTOS, « lexique de théorie économique », Ellipses1992, p.34

Chapitre 1 : généralités sur le concept de la croissance économique

produits dans une période donnée, habituellement une année»¹⁵. Le calcul du PIB se fait selon trois méthodes qui doivent donner exactement le même résultat.

2.2. La méthode des dépenses

Le PIB est égal à la consommation finale + formation brute de capital fixe (FBCF) + variation des stocks + acquisitions – cessions d'objets de valeur + exportations des biens et services – importations des biens et services¹⁶.

2.3. La méthode de la production

Le PIB est égal à la somme des valeurs ajoutées brutes de toutes les unités de production en incluant les droits de douane et la TVA. La valeur ajoutée (VA) étant la différence entre la valeur de la production et la valeur des entrants nécessaires à la production (consommation intermédiaire)¹⁷.

2.3.1. La méthode des revenus

Le PIB est égal à la somme des rémunérations des salaires versés par les unités résidentes (revenu du travail) et des excédents bruts d'exploitation des unités résidentes (revenu du capital), auquel on ajoutera les impôts liés à la production desquels on soustraira les subventions d'exploitation (revenu net de l'Etat liés à la production)¹⁸

Cependant, l'indicateur du PIB reste imparfait. Il pose des problèmes dans la mesure de la croissance. Parmi ces problèmes on cite :

- Le PIB est une mesure quantitative et non-qualitative, il ne reflète donc en aucune façon les améliorations de la qualité des produits ;
- Par ailleurs, le PIB ne renseigne pas sur certains éléments essentiels à l'épanouissement des individus tel que la sécurité, l'accès à la culture, la démocratie, la santé, l'éducation...Etc. c'est-à-dire le PIB ne tient pas compte de l'utilité des productions et de leurs contributions au bien-être des individus ;
- Les travaux ménagers effectués par les membres d'une famille ne sont pas pris en compte, mais si les mêmes travaux sont effectués par des employés salariés, ils seront

¹⁵ PAUL Krugman et WELLS Robin, (2010), «macro-économie», De boeck, p.332

¹⁶ BENAHMED Kafia, (2014), «Essai d'analyse de la relation entre l'assurance et la croissance économique en Algérie», 196F, thèse de Magister, science économique, université de Bejaia, p.31.

¹⁷ Idem, p.32

¹⁸ Idem

Chapitre 1 : généralités sur le concept de la croissance économique

pris en considération lors du calcul de la production nationale¹⁹;

- Les services et les activités non marchandes effectuées par les administrations publiques ne sont pas pris en compte, lors du calcul du PIB.

2.3.2. Le produit national brut (PNB)

C'est la valeur ajoutée marchande de tous les biens et services produits par les unités économiques d'un pays, quel que soit leur lieu de résidence. Ce qui compte dans le calcul du PNB est la nationalité des détenteurs des facteurs de production et non le lieu de leur activité²⁰.

$$\text{PNB} = \text{PIB} - \text{Le Solde Des Transfères}$$

Avec : Le Solde Des Transfères = Revenu Des Nationaux Etablis a L'étranger – Revenu Des étrangers Etablis Sur Le Territoire.

2.3.3. L'indice de développement humain IDH

L'IDH ou indice de développement humain, est indicateur composite mis au point sous l'influence d'Armatya sen au sein du PNUD (programme des Nations Unies pour le Développement). Il a pour objectif de compléter l'approche en termes de PIB, trop réductrice, en combinant trois éléments : (PIB/habitant). La comparaison du classement des pays en fonction du seul PIB par tête et en fonction de L'IDH permet de souligner que le développement humain ne se limite pas à la croissance de la production.

C'est un indicateur « composite » : là où le PIB n'est finalement qu'une gigantesque addition de valeurs ajoutées, L'IDH mélange des données hétérogènes. Les critères de L'IDH sont pondérés et retravaillés pour obtenir un chiffre compris entre 0 et 1.

3. Les facteurs de la croissance économique

3.1. Le facteur travail

Dans une économie, le travail est présenté par les capacités physiques et intellectuelles que les hommes mettent en œuvre pour produire des biens et services nécessaires à la satisfaction de leurs besoins. Il s'agit de la totalité des forces disponibles pour produire. Ainsi

¹⁹ DWIGHT H-Perkins et autres, (2008), «économie de développement», De boek, p.54.

²⁰NONJON Alain, (1995), «comprendre l'économie mondiale», édition marketing S.A, paris, p.142

Chapitre 1 : généralités sur le concept de la croissance économique

la contribution du facteur peut s'expliquer par plus grande utilisation de celui-ci (aspect quantitatif) ou par une efficacité (aspect qualitatif)²¹.

L'aspect quantitatif se base sur la population active ainsi que celle n'ayant pas d'emploi (chômeur), s'il ya du chômage, le prix du travail baisse. Alors que, l'aspect qualitatif se base sur la qualité du facteur travail fourni par la main d'œuvre qualifiée afin d'améliorer la productivité. Cette dernière peut être mesurée par rapport à un volume de production réalisé et un volume de travail nécessaire à cette production.

3.2. Le facteur capital

La première référence concerne le capital technique ou le capital fixe au sens de la compatibilité nationale. Par définition, le capital technique est l'ensemble des moyens de production utilisés pour produire des biens et services²². Il est constitué de la somme du capital fixe et du capital circulant (stock de matières, etc.) et sa qualité peut se repérer d'abord à sa productivité. Cette dernière se calcule par le rapport entre la valeur ajoutée (VA) produite et stock de capital fixe nécessaire à cette production. Pour ce calcul, on exclut généralement les moyens du capital fixe non productif (Exemple : bâtiments). On ne considère que les équipements en matériels supposés seuls productifs.

L'accumulation de ce capital dépend de l'investissement qui est, par définition, une dépense immédiate en vue de recettes futures ou d'économie de coût. Il existe deux types d'investissement : matériel et immatériel. L'investissement matériel correspond à la formation brute de capital fixe (FBCF).

L'investissement immatériel correspond à des opérations, autres que des acquisitions en capital fixe.

3.3. Le progrès technique

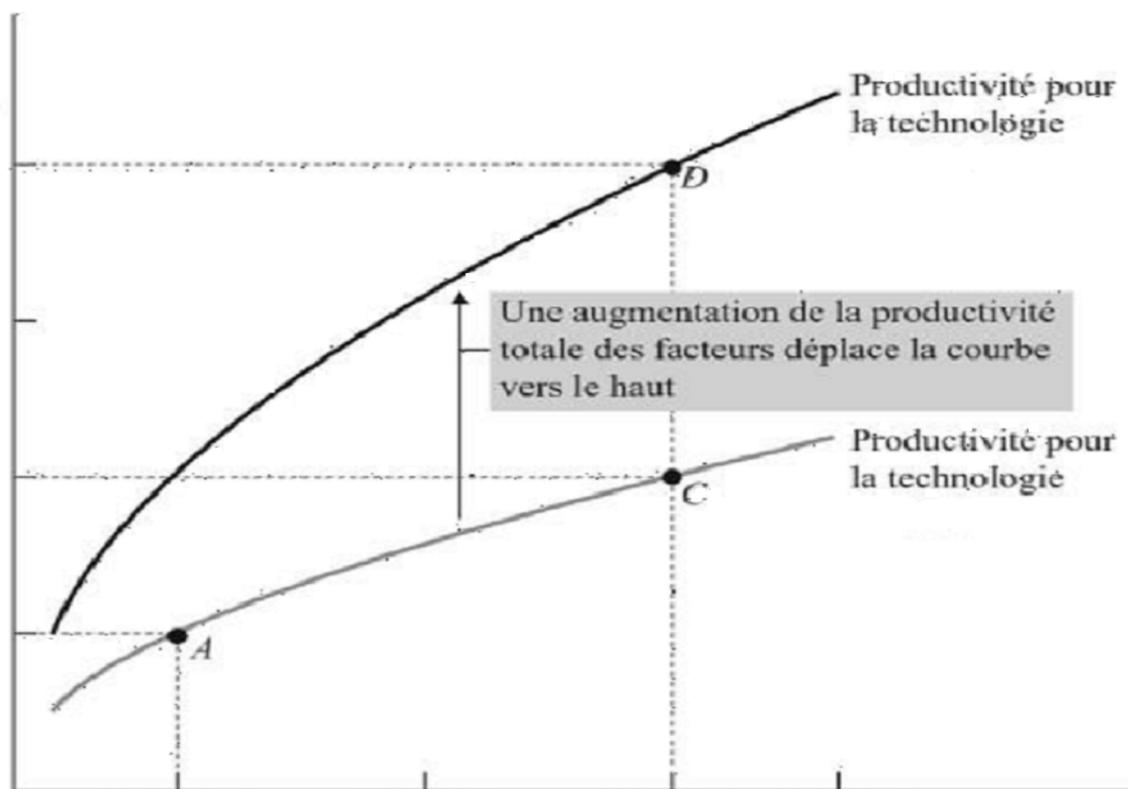
D'une manière générale, le progrès technique désigne l'ensemble des modifications qui affectent les procédés ou la nature des biens réalisés, ou encore l'ensemble des innovations qui améliorent l'efficacité de la combinaison productive et la qualité des produits²³. Dans le modèle de Solow de croissance économique sans progrès technique, on ne peut faire augmenter durablement la production et la croissance. En intégrant le progrès technique, la fonction de production (K, L) ou le progrès technique se traduit par une

²³Braquet, L., & Mourey, D. (2019). Économie : Principes fondamentaux. De Boeck Supérieur, Paris ; P. 201.

Chapitre 1 : généralités sur le concept de la croissance économique

multiplication de la capacité×devient $Y = A$ de production des facteurs primaires (travail et capital) et la production par travailleurs $y = A (k)$. L'introduction du progrès technique dans la fonction de production permet d'expliquer par le fait que la production augmente plus rapidement que les quantités de facteurs utilisées. En effet, le progrès technique va permettre d'augmenter la capacité de production des travailleurs et leur efficacité, qui se traduit par une hausse de productivité globale des facteurs éliminant ainsi les limites de loi des rendements marginaux décroissants permet visualiser d'une part les effets de la productivité marginale décroissante et d'autres part les effets de la productivité globale des facteurs²⁴

Figure N°01 : le PIB par travailleur et le capital par travailleur



Source : Braquet, L., & Mourey, D. (2019). *Économie : Principes fondamentaux*. De Boeck Supérieur. P. 199

Sur la courbe du bas on observe la décroissance de la productivité du capital par travailleurs. La courbe du haut résulte de l'augmentation de la productivité globale des

²⁴ Elie sadigh(23mai2017) :rapport de recherche .laboratoire d'analyse et de technique économique (latec1996), « croissance endogène et école néoclassique »

Chapitre 1 : généralités sur le concept de la croissance économique

facteurs qui entraîne une hausse du niveau de productivité du capital par travailleur et une accélération de la production par travailleur. La productivité globale des facteurs qui est l'expression des effets du progrès technique permet de repousser le mur des rendements marginaux décroissants. A ce sens, productivité globale des facteurs induite par le progrès technique se traduira par une hausse durable du niveau de la production globale et du taux de croissance de l'économie²⁵.

Section 2 : les modèles de croissance exogène

Ce modèle montre comment une croissance stable résulte de la combinaison de trois facteurs : le travail, le capital et la technologie. Le modèle de croissance de Solow-Swan est la forme la plus simple et la plus populaire du modèle de croissance néoclassique.

La théorie suppose que l'état d'équilibre économique, à court terme, résulte de la diversité des quantités de travail et de capital qui jouent un rôle vital dans le processus de production.

D'inspiration néo-classique, le modèle de Solow se fonde sur une fonction de production à deux facteurs: le travail et le capital. La production résulte donc exclusivement de la mise en combinaison d'une certaine quantité de capital (capital physique) et de travail (main d'œuvre). Aussi, ce modèle se fonde sur l'hypothèse que les facteurs de production connaissent des rendements décroissants. Il pose également comme hypothèse que les facteurs de production sont utilisés de manière efficace par tous les pays. En posant que la population connaît un taux de croissance que Solow qualifie de «naturel», le modèle déduit trois prédictions: Augmenter la quantité de capital augmente la croissance : avec un capital plus important, la main d'œuvre augmente sa productivité. Les pays pauvres auront un taux de croissance plus élevé que les pays riches. Ils ont accumulé moins de capital, et connaissent donc des rendements moins décroissants, c'est-à-dire que toute augmentation de capital engendre une augmentation de la production proportionnellement plus forte que dans les pays riches. En raison des rendements décroissants des facteurs de production, les économies vont atteindre un point où toute augmentation de ces facteurs n'engendrera plus d'augmentation de la production par tête. Ce point correspond à l'état stationnaire. Pour Solow, sur le long terme, la croissance provient du progrès technologique. Toutefois, ce progrès technologique est exogène au modèle, c'est-à-dire qu'il ne l'explique pas mais le considère comme donné.

²⁵Braquet, L., & Mourey, D. (2019). Économie : Principes fondamentaux. De Boeck Supérieur. P. 199

Chapitre 1 : généralités sur le concept de la croissance économique

Une augmentation de facteurs de production dans une certaine proportion engendre une augmentation dans une proportion plus faible de la production.

Dans le modèle de Solow (1956), l'augmentation des facteurs de production (travail et capital) explique une part de la croissance. C'est donc parce qu'il y a une augmentation de la population (facteur travail) et des investissements (facteur capital), qu'il y a de la croissance. Toutefois, la plus grande part de la croissance n'est pas expliquée par ces deux facteurs, mais est due à un « facteur résiduel ». Il s'agit du progrès technique, dont on ne connaît pas vraiment l'origine (certains disent que c'est un facteur « tombé du ciel »). Les causes de la croissance (augmentation de la population et progrès technique) sont donc exogènes: le modèle n'explique pas leur origine.

Ce modèle est en équilibre stable: à long-terme, l'économie converge vers un « état stationnaire », où l'activité économique évolue au même rythme que la population. L'hypothèse de substituabilité des facteurs est particulièrement importante car elle montre que la croissance mène au plein-emploi. Par exemple, s'il y a du chômage, le prix du travail baisse. Profitant des faibles salaires, les entrepreneurs peuvent donc remplacer du capital par du travail et donc embaucher, ce qui mène à une diminution du chômage. La croissance assurerait donc naturellement le plein-emploi. Toutefois, ce modèle reposant sur des hypothèses très simplificatrices, cette interprétation est, selon certains, erronée (Bénicourt&Guerrien, 2008)²⁶.

Section 3 : les modèles de croissance endogène

3.1. Le modèle général AK

La théorie de la croissance endogène contredit le paradigme néoclassique en disant que la croissance économique provient de force interne et non de force externe comme le progrès technique

La théorie néoclassique considère que la croissance est le résultat de l'accumulation des facteurs de production, comme les dépenses en capital. Ces derniers ont un effet cumulatif et permettent d'augmenter la croissance entraînant ainsi un accroissement des recettes publiques. Les dépenses publiques sont donc un facteur important de croissance

²⁶ Solow, R. M. (1956). A Contribution to the Theory of Economic Growth. The Quarterly Journal of Economics, 70(1), 65-94.

Chapitre 1 : généralités sur le concept de la croissance économique

Comme dans (1956 Solow-Swan) où le progrès technique était une variable exogène, de nouveaux modèles de croissance cherchent à rendre les sources de croissance internes.

Modèle de croissance interne (AK) mono sectoriel :

Le schéma général de la croissance de l'AK est donné comme suit :

$$Y=AK$$

Où A est une constante positive qui reflète le niveau technologique.

K : Au sens le plus large, cela inclus le capital humain.

Et la production individuelle est représentée par le capital individuel à $Y=A K$, et la productivité moyenne et marginale du capital est constante et égal à A.

L'absence de rendement décroissant du capital(K) est l'une des caractéristiques de base du modèle de croissance interne.

Les différentes théories économiques qui expliquent la croissance économique montrent que la croissance est liée au facteur d'accumulation de capital d'une part, augmenter la productivité d'autre part, grâce à des innovations qui permettent de la relever, afin que chaque innovation permette en donnant une nouvelle impulsion à la croissance économique, avec une diversification et une amélioration des produits qui permettent d'augmenter la croissance, en plus des activités gouvernementales sont une source de croissance interne par le biais des dépenses, de la réglementation et de la gestion du gouvernement.

Des modèles comme Rebello(1991), ROMER (1990), Lucas(1988), ROMER(1986), Barro(1990) et d'autres, où ce nouveau courant de pensée souligne le rôle puissant que joue la connaissance, capital humain et politiques publiques pour accroître la croissance économique.

3.2. Le modèle de Romer (1990)

Comme l'explique Romer (1990), certaines institutions investissent dans la recherche pour le développement pour atteindre leurs objectifs en exploitation innovations financières dans ce modèle, c'est l'impact et le rythme des innovations qui déterminent la croissance à long terme.

Il considère la génération de connaissances dans Arrow(1962) et Romer (1986) comme la production d'activité économique d'une part.

D'autre part, Howitt Aghion (1991), a considéré la variable progrès technique comme une variable interne, faisant référence à la contribution de cette variable à la croissance économique et l'importance des ressources consacrées à la recherche pour le développement.

Chapitre 1 : généralités sur le concept de la croissance économique

Romer a pris trois éléments principaux dans son modèle, à savoir les externalités, les rendements croissants de la production et les rendements décroissants de la production de nouvelles connaissances. Selon Romer, cela découle des efforts de recherche d'une entreprise qui conduisent de nouvelles entreprises à créer de nouvelles connaissances.

En d'autres termes, la nouvelle technologie de recherche se répand instantanément dans l'entreprise et dans l'ensemble de l'économie.

Dans son modèle, les nouvelles connaissances sont le déterminant ultime de croissance à long terme déterminée par l'investissement dans la technologie de la recherche. La technologie de recherche affiche des rendements décroissants, ce qui signifie que les investissements dans la technologie de recherche ne multiplieront pas les connaissances²⁷.

Suivant le même principe que ROMER a mis dans sa tentative d'établir un mécanisme de croissance endogène et d'éliminer l'hypothèse d'un retour aux facteurs de production.

3.3. Le modèle de Lucas (1988)

Lucas (1988) a introduit son modèle de croissance endogène en mettant l'accent sur le rôle prépondérant et essentiel que la formation du capital humain joue comme un déterminant de la productivité des facteurs de production et de la croissance économique. Selon LUCAS, le capital humain exprime le stock de connaissances accumulées par l'individu et résultant de l'éducation, de la formation, de la familiarité, un ensemble de capacités et de compétences appliquées, d'expériences professionnelles accumulées ...etc., qui augmenteraient l'efficacité et la productivité, la première tentative de modélisation du capital humain et de la croissance, remonte à UZAWA (1965).

Dans ce modèle de LUCAS(1988), le capital humain est une composante compétitive, car les connaissances, les compétences et l'éducation que les individus acquièrent leur appartiennent, contrairement aux connaissances technologiques.

Dans le modèle LUCAS¹¹, les individus ou travailleurs sont contraints de choisir entre travailler et donc produire ou allouer une partie de leur temps, pour que la formation et l'éducation en vue d'accumuler leur capital humain deviennent plus productive, la fonction de production fournie à l'ensemble de l'économie elle est déduite de la fonction de production individuelle de chaque facteur et présentée comme suit :

$$Y=AK^B(\mu.h)^{1-B}h_a^y$$

²⁷<https://triangleinnovation.com>

Chapitre 1 : généralités sur le concept de la croissance économique

Où A est le niveau technologique, K est le stock de capital physique, et B est l'élasticité de la production par rapport au capital physique : $1-B$ élasticité de la production par rapport au facteur travail, μ $[1,0]$ représente le temps alloué au processus productif, par conséquent la valeur $1-\mu$ représente le temps alloué à la formation individuelle et à l'accumulation de capital humain, la valeur h_a^y représente effets externes de l'éducation, la valeur h_a représente le capital humain moyen par habitant dans l'économie, selon la fonction si une fonction caractérisée par des taux élevés de capital humain, cela améliorera la productivité de tous ses membres, selon LUCAS l'accumulation de capital humain augmentera l'efficacité de la société dans son ensemble.

L'accumulation individuelle de capital humain est donnée par la relation suivante :

$$\Delta h = \delta(1 - \mu)h$$

δ représente la production du capital humain, $1 - \mu$ tem

Déformation et d'éducation humain h permettra à la croissance interne de l'économie de ce produire, l'accumulation de capital physique par habitant elle donnée par :

$$\Delta k = y - c - nk$$

La solution mathématique du programme de maximisation entre deux périodes de temps nous conduit à obtenir les taux de croissance de la consommation et de croissance du stock de capital l'argent comme suit :

$$g_c = \frac{AB(\mu h)^{1-\beta} h y^{-\beta} p^{-n}}{\sigma}$$

Taux de croissance du capital physique à une position d'équilibre dynamique

$$g_k = \frac{1 + B + \gamma/(1 - \beta)}{1 - \beta} g_h$$

Le taux de croissance du capital humain à la situation d'équilibre est donné comme suit :

$$g_h = \frac{1 - B}{\delta(1 - B + \gamma)} (\delta - p)$$

Lucas (1988) avait introduit le modèle du capital humain, dans lequel il a affirmé que l'accumulation de capital humain augmente la productivité du travail et du Capital physique à

Chapitre 1 : généralités sur le concept de la croissance économique

long terme.²⁸

3.4. Le modèle de Barro (1990)

Dans le même sens, on trouve aussi les travaux de (Barro,1990) qui montrent que pour les facteurs précédents, les dépenses publiques peuvent affecter la croissance économique par le biais de deux lois, soit directement par accroître le stock de capital de l'économie par le biais d'investissements publics dans les infrastructures ou d'investissement des institutions publiques indirectement en augmentant la productivité marginale de GovernmentSpendins facteurs de production accordée par le secteur privé à travers :

L'article²⁹ « g in a Simple Model Of endogenous growth », publié en 1990, Barro soutient que la taille du gouvernement influence de manière significative le taux de croissance économique, en se basant sur l'existence d'un niveau optimal pour la participation du gouvernement dans l'économie. Selon l'auteur, il existe une relation non-linéaire entre les deux variables qui peut être très ambiguë, en tenant compte du fait qu'elle dépende de l'effet négatif de la taxation sur le revenu qui, par son tour, sera compensé par l'effet positif de l'investissement en capital.

Barro(1990), analyse La croissance endogène est garantie par l'hypothèse de rendements d'échelle constants dans l'accumulation de facteurs de production. Les dépenses publiques sont financées par la taxation et lorsque que le gouvernement augmente les dépenses, la productivité du capital est à la hausse dans une telle proportion que les variables fondamentales du modèle augmentent à cause de la relation positive entre productivité et croissance

Comme nous avons expliqué, l'auteur considère les biens et les services publics comme un facteur de production dans la fonction de production AK. Ainsi, les dépenses publiques seraient complémentaires à l'investissement privé. Dans le modèle, les dépenses publiques, financées par l'impôt, entrent dans la fonction de production de la manière suivante:

$$(1) y = f(k, g) = Ak^{1-a} g^a$$

Où: $0 < a < 1$ est la part des dépenses publiques dans le revenu total ; k le stock de capital par tête de l'économie et g la quantité de biens et services publics par tête. Les dépenses du

²⁸ Lucas, Robert E. (1988) : " On the Mechanics of Economic Development", Journal of Monetary Economics, 22,3-42

²⁹Barro, RoberJ(1990). Government spending in a simple model of endogenous growth. Journal of political Economy98

Chapitre 1 : généralités sur le concept de la croissance économique

gouvernement sont financées simultanément par un taux unique de l'impôt sur le revenu (soit la contrainte budgétaire):

$$(2) g = T = ry = rAk^{1-a} g^a$$

Où : T représente les recettes publiques et t le taux d'impôt sur le revenu. La fonction de production conduit à un produit marginal du capital donné par l'équation suivante:

(3) $f_k = A(1-a)(g/k)^a$ Une fois que la variable $g = ry$ dans la fonction de production (1), elle peut être réécrite de la façon suivante :

(4) $y = AK^{1/(1-a)} t^{a/(1-a)}$ Ainsi, pour un ratio donné d'impôt t, y est proportionnel à k, comme dans le modèle AK, cependant, dans ce cas une augmentation de -r signifie une augmentation des dépenses publiques en termes relatives et également un changement du coefficient qui permet la liaison 1 entre y et k (Barro, 1990). La relation entre les variables devient:

$$(5) g/k = (g/y).(y/k) = t (y/k) =$$

On obtient une nouvelle équation pour le produit marginal du capital qui permet voir la relation directe entre les dépenses du gouvernement et la productivité du capital privé.

La théorie de la croissance économique a fait l'objet d'un profond renouveau avec l'émergence des théories modernes de la croissance endogène, ces dernières émanant de réinterroger les sources de la croissance et s'appuyer sur une nouvelle vision du progrès technique et de ses déterminants, en opposition aux modèle néo-classique traditionnels.

Conclusion

On peut dire que la croissance économique est la mesure finale de l'étendue du progrès économique dans un pays, et ce n'est rien d'autre que sa capacité à atteindre un niveau supérieur de biens et services économiques pour les individus et le revenu national brut. Là où diverses théories économiques ont tenté d'expliquer la croissance économique, elles ont montré que la croissance est liée au facteur d'accumulation de capital, et ce capital humain d'une part, et à l'augmentation de la productivité grâce aux innovations.

Le PIB par habitant est traditionnellement utilisé pour mesurer le niveau de vie moyen d'un pays. Afin de tenir compte de différences dans les niveaux de prix, les comparaisons internationales se fondent éventuellement sur un niveau de PIB ajusté pour le pouvoir d'achat

La croissance économique n'est pas un phénomène stable dans le temps ni également distribué entre pays.

Chapitre 1 : généralités sur le concept de la croissance économique

Le modèle de Solow montre que la croissance est générée par l'accumulation du capital. Elle est un phénomène transitoire.

Selon les théoriciens de la croissance endogène, Romer(1986), Lucas (1988), que celui de Barro(1990) qui la croissance économique à long terme est tirée par le progrès technique issu de innovation, du capital public et du capital humain.

Chapitre 02 : l'apporte du capital public à la croissance économique

Chapitre 02 : l'apporte du capital public à la croissance économique

Introduction

Les différentes définitions du capital selon les écoles économiques rendent la détermination du rôle du capital dans la croissance économique différente selon le concept qui est donné au capital. La relation entre capital et croissance économique est déjà liée à la considération du capital comme un ensemble de fonds utilisés dans la production de biens et de services, directement ou indirectement³⁰

On avance souvent des arguments que les mécanismes d'allocation des facteurs notamment en matière d'investissement sont peu efficaces dans le secteur public. Une importance excessive de ce dernier dans l'activité économique pourrait alors freiner la croissance, en réduisant l'efficacité allocative de l'économie.

Dans ce chapitre nous allons focaliser notre attention sur l'analyse du rôle et de la place du capital public dans les différents modèles de croissance économique.

L'organisation de ce chapitre sera de la manière suivante : la première section sera consacrée sur la présentation du concept du capital public, la deuxième section sera entièrement consacrée à la place des dépenses publiques dans les modèles traditionnels à savoir classique, marxien, néo-classique, keynésien et les nouvelles théories de la croissance, et enfin la troisième section passe en revue de littérature empirique sur la contribution du capital public à la croissance économique.

Section 1: Présentation Du Concept « Capital Public »

1. Capital public : définition et caractérisation

Le capital est un terme économique qui désigne les fonds, les matériaux et les outils nécessaires pour établir une activité économique à but commercial, et le but du projet est le profit, l'information ou le travail humanitaire³¹

Le capital, du fait de la confusion de son contenu et de sa large diffusion, a de multiples définitions : depuis l'ère du mercantilisme, et même avant, le capital désigne la somme d'argent et d'activités économiques qui constituent le patrimoine d'une personne physique ou morale, et en ce sens le terme capital est synonyme de richesse, et une expression capitaliste

³⁰ <https://www.univ-reims.fr/media-files/2989/vous-avez-dit-capital-yp-coleno.pdf>

³¹ www.memoireonline.com: capital public et productivité en zone de CEMAC. Date de consultation : 06/05/2021

Chapitre 02 : l'apporte du capital public à la croissance économique

égale aux riches ou aux riches. Cependant, la définition scientifique du terme diffère selon les écoles économiques. En ce sens, quand on parle de propriétaire de ce capital, c'est l'État et ses institutions correspondantes qui le possèdent et, par conséquent, ceux qui l'administrent. Le capital public s'assimile aux infrastructures publiques, aux dépenses publiques ou aux investissements publics.

1.1 Capital public et infrastructures publics

Bom et Ligthart (2009) définissent le capital public comme étant composé d'un noyau d'infrastructures regroupant les routes, les autoroutes, les aéroports et les services publics comme les égouts et les centres hospitaliers, les institutions scolaires et les autres édifices publics.

Gramlich, (1994) voit qu'une définition fondée sur la propriété, le capital d'infrastructure étant la plupart du temps défini comme le capital détenu par le secteur public, d'où la confusion des notions de capital d'infrastructure et de capital public. Cette acception présente cependant certains inconvénients, puisqu'il est évident qu'une partie des investissements d'infrastructure est assurée par le secteur privé et échappe par là même à la définition comptable retenue, mais il apparaît très délicat de mesurer les infrastructures privées et de les distinguer des autres catégories de capital privé. Ces auteurs avancent que c'est ce noyau d'infrastructures qui devrait être considéré comme étant productif³²

1.2 Capital public et dépenses militaires

Il existe différentes définitions des dépenses militaires. Certains d'entre eux l'abordent d'un point de vue étroit, comme il le résume comme « les ressources consacrées à la défense dans le budget général de l'État » et comme « une partie des dépenses publiques de l'État, qu'il engage pour se défendre au cas où il est exposé à un danger extérieur, ou pour lui faire face à un danger réel, ou pour exploiter sa puissance militaire. » Pour atteindre des objectifs d'expansion.

2. Capital public et investissement public

La plupart des économistes s'accordent à dire que l'infrastructure publique d'un pays

³² GREDI Cahier de Recherche/working page 15-06

Chapitre 02 : l'apporte du capital public à la croissance économique

est l'un des piliers de croissance économique. Les aéroports, les autoroutes, les rues et les systèmes d'approvisionnement en eau publics contribuent à la croissance de la production parce qu'ils peuvent accroître la productivité des facteurs privés et réduire les coûts.

Des études empiriques sur les pays en développement et des régressions transnationales ont révélé que les infrastructures sont importantes pour la croissance d'un pays (par exemple, Easterly et Rebelo (1993), Ford et Poret (1991), Canning et Fay (1993), entre autres)³³.

3. Définition de dépenses publiques

Les dépenses publiques sont les dépenses effectuées par l'État, les administrations de Sécurité sociale, les collectivités territoriales et les administrations et organismes qui leur sont rattachés³⁴.

Elles peuvent être classées en trois grandes catégories :

- les dépenses de fonctionnement, qui servent à la bonne marche des services publics (dépenses courantes de personnel et d'entretien, achats de fournitures...);
- les dépenses de redistribution : prestations en espèces versées aux ménages (ex : pensions de retraite, allocations familiales, minima sociaux...), subventions versées aux entreprises et aux ménages ;

Les dépenses d'investissement, qui visent à renouveler ou à accroître le capital productif public (ex : dépenses de recherche et développement, achats d'armements, constructions de bâtiments et d'infrastructures...)³⁵

4. Fonction économique de l'Etat

4.1. Les fonctions de l'Etat selon R. Musgrave

Dans différents types d'économies, l'État joue un rôle actif dans la formation des processus macroéconomiques sur le marché. Il met en œuvre les principes politiques, sociaux et économiques de la société civile.

En règle générale, les fonctions économiques de l'État dans l'économie de marché consistent à réguler les faiblesses du mécanisme du marché - dans les cas où il n'y a pas de

³³ JOURNAL OF ECONOMIC DEVELOPMENT Volume 26, Number 2, December 2001

³⁴ <https://www.fipeco.fr/fiche/La-d%C3%A9finition,-le-niveau-et-la-r%C3%A9partition-des-d%C3%A9penses-publiques>

³⁵ Insee 01/05/2022

Chapitre 02 : l'apporte du capital public à la croissance économique

correction indépendante de la situation ou en cas d'influence inefficace du marché. Dans de tels cas, l'État crée des conditions égales pour la concurrence des hommes d'affaires, limitant ainsi le pouvoir des monopoles. Il s'agit de produire la quantité nécessaire de services et de biens dans les cas où le mécanisme du marché ne peut répondre adéquatement aux besoins de la population³⁶

Les fonctions économiques de l'État ne se manifestent que dans la répartition sociale des revenus, que le marché n'assure pas. L'État est tenu de prendre en charge les personnes âgées, les nécessiteux et les handicapés. Il convient de prêter attention au domaine des développements scientifiques fondamentaux. Ce besoin découle de la réticence des entrepreneurs à traiter une telle question en raison des risques élevés, des coûts élevés et du manque de revenus rapides.

Les fonctions économiques de l'État résident également dans la régulation du marché du travail. Les organes de l'État prennent des mesures pour prévenir et réduire le chômage, car le marché du droit au travail ne le garantit pas³⁷

4.2. La fonction de répartition des revenus et richesses

Le système économique a souffert à l'heure actuelle de problèmes profonds non pas à cause de la faible capacité de production ou de la rareté des ressources, mais à cause de la répartition inéquitable des richesses et de l'accumulation d'argent dans une certaine partie de la population. Comme l'objectif principal des systèmes économiques est d'assurer le bien-être de la société grâce à la répartition des richesses entre ses membres.

Et juste distribution ne signifie pas nécessairement égalité, car une distribution égale peut conduire à l'injustice, et ce fut l'une des raisons de l'échec du système socialiste avec l'effondrement de l'Union soviétique en 1991. Le système économique contemporain peut être considéré comme un système hybride ou un mélange de plusieurs théories et philosophies qui se sont développées au fil des âges à partir du mercantilisme, du capitalisme, du keynésianisme, du socialisme et autres³⁸

4.3. La fonction d'allocation des ressources

L'une des fonctions les plus importantes d'un système économique est l'allocation des ressources et des biens rares. L'allocation des ressources fait référence à la manière dont les

³⁶ https://www.wto.org/french/res_f/booksp_f/anrep_f/wtr04_2c_f.pdf

³⁷ https://ar.birmiss.com/Fonction_economique_de_lEtat/

³⁸ <https://hal.archives-ouvertes.fr/hal-01186973/document>

Chapitre 02 : l'apporte du capital public à la croissance économique

facteurs de production disponibles sont répartis entre les diverses utilisations auxquelles ils peuvent être destinés.

L'allocation des ressources nous permet de déterminer le montant réel des différents types de biens et services. Les utilisations des ressources dans une industrie doivent être interprétées comme si elles provenaient d'une autre industrie connexe par le biais d'apports communs.

Si la production d'un producteur augmente avec des ressources données, la production d'un autre producteur diminue. Par conséquent, l'allocation optimale des ressources entre deux produits dépend du degré d'urgence de la demande pour eux et des économies de coûts qui en résultent pour la société.

L'allocation optimale des ressources au processus de production peut être discutée à l'aide d'une analyse marginale sous deux aspects différents :

(a) En ce qui concerne la distribution optimale d'un intrant unique, et (b) Par rapport à la distribution optimale de plusieurs sorties.

En ce qui concerne le premier, le bénéfice pour la société sous forme de bénéfices sociaux marginaux de cette distribution doit être évalué. La condition stipule que si l'un des intrants est utilisé dans la production de deux produits 'X' et 'Y', alors le produit social marginal dans la fabrication de 'i' doit être égal au produit social marginal 'i' dans la fabrication de 'Y' c'est la situation optimale.

La condition ci-dessus s'applique également à l'affectation de deux ressources ou plus aux extrants de plusieurs produits.

Supposons que deux entrées 'X' et 'Y' soient affectées pour produire JC et F, puis pour satisfaire la règle marginale optimale, l'équation suivante doit être satisfaite :

$$MP_{ix} / MP_{jx} = MP_{iy} / MP_{jy}$$

où MP représente le produit marginal en utilisant sa quantité d'entrée T et "j"³⁹

4.4. La fonction de régulation

L'Etat lutte contre les déséquilibres économiques comme le chômage, en stabilisant l'activité économique. En effet, augmenter certains revenus de transfert en période de crise permet de maintenir la croissance économique et aux ménages à faibles revenus de

³⁹ <https://ar.triangleinnovationhub.com/resource-allocation-it-rsquo> consulté le 10/04/2022

Chapitre 02 : l'apporte du capital public à la croissance économique

consommer⁴⁰

Les principales fonctions économiques comprennent également la réglementation. Son essence réside dans l'élaboration de règles qui définissent comment une société doit produire, distribuer, échanger mais aussi consommer certains biens et services. Des normes correspondantes sont également formées en tenant compte du développement socio-économique de la société, de ses traditions, de sa culture, des facteurs économiques et de la politique étrangère.

Cependant, ce processus tient compte des lois objectives qui caractérisent le fonctionnement de l'économie nationale. Il est tout à fait possible que la situation dans laquelle les normes, qui déterminent la fonction économique en question, soient en conflit avec les traditions établies et les priorités de la société, elle peut procéder à l'introduction de dispositions législatives ordonnant aux agents économiques de se comporter d'une certaine manière, même si cela est incompatible avec leurs positions traditionnelles - parce que la non-adoption des normes applicables - peut entraîner de graves problèmes sociaux. La tâche de l'État est de fournir ces normes afin de tenir compte de l'équilibre des intérêts des différents groupes et organisations sociales⁴¹

5. Intervention de l'État dans l'activité économique

Les économistes s'accordent à dire qu'il existe un niveau minimum d'intervention que l'État devrait effectuer dans le domaine de l'activité économique, sur la base d'un ensemble de justifications, notamment :

5.1. Fournir les biens et services nécessaires à la société :

C'est-à-dire la fourniture de biens et services de base qui rendent la vie facile aux citoyens: défense, sécurité, éducation, santé, justice, infrastructures, etc. soit directement par le biais d'investissements du secteur public et d'institutions gouvernementales très efficaces, soit indirectement en permettant le secteur privé En fournissant ces biens et services à la communauté, comme la création d'écoles privées, d'universités privées, d'hôpitaux privés et

⁴⁰ M. Gustim. «Régulation et déséquilibres macro économiques », cours. p. 2date de consultation 17/05/2022

⁴¹<https://ar.public-welfare.com/4123053-economic-function-the-subject-and-functions-of-the-economic-system>

Chapitre 02 : l'apporte du capital public à la croissance économique

autres⁴²

5.2. Redistribution des revenus et de la richesse dans la société :

Les pays se rendent compte de l'incapacité de l'économie de marché à redistribuer les revenus en faveur des classes pauvres en raison de l'impact de cette distribution sur la rareté relative des facteurs de production, les pratiques monopolistiques sur les marchés et la structure de la répartition des richesses, et décident donc d'intervenir pour y parvenir, mais l'intervention de l'État pour améliorer la répartition des revenus ne doit pas perturber l'équilibre du libre marché.

La redistribution des revenus et de la richesse peut améliorer l'efficacité économique car elle réduit la pauvreté dans la société et encourage la consommation et l'investissement. Dans la pratique, l'État utilise de nombreuses méthodes pour atteindre les objectifs de distribution, y compris les paiements de transfert tels que les pensions et la fourniture de programmes sociaux pour soutenir les chômeurs et les défavorisés, les subventions Chômage et les impôts progressifs, l'augmentation du salaire minimum, l'assurance du travail des pauvres, l'assurance sociale, la satisfaction des besoins nécessaires aux pauvres tels que le logement social et l'éducation...⁴³

6. Traitement des défaillances du marché :

Dans de nombreux cas, le marché ne parvient pas à atteindre la situation optimale pour l'allocation des ressources, et cette situation nécessite donc une intervention de l'État pour corriger la situation existante, et le cas le plus important dans lequel le marché échoue est l'absence de parfaite concurrence

- Degré élevé de risque et d'incertitude
- Ne pas allouer les ressources économiques au meilleur usage Influences externes des

⁴² Abdel Sattar Abdel Hamid Salma, Les limites de l'intervention de l'État dans le domaine économique pages 40-60

⁴³ Abdel Qader Mohamed Abdel Qader Attia, Tendances modernes du développement, Maison universitaire, Alexandrie 2003

Chapitre 02 : l'apporte du capital public à la croissance économique

unités économiques⁴⁴

Section 2 : L'intervention de l'état dans l'économie selon les différentes écoles de la pensée économique

1. Les théories économiques de l'Etat

Comme la très justement, signalé Laffont(1988) : « à chaque théorie de l'Etat correspond une théorie spécifique de l'économie publique »⁴⁵. En effet, la science économique s'est beaucoup développée de nos jours, et elle est devenue beaucoup de domaines et de sous-disciplines. Comprendre les bases de cette science est également un besoin nécessaire pour tout investisseur ou analyste économique.

1.1. L'école classique

La théorie classique est l'une des théories les plus célèbres de l'économie, qui a prévalu aux XVIIIe et XIXe siècles. Il a été évoqué par des économistes et des penseurs politiques, tels que : Adam Smith(1776), T Mathius (1798), D Ricardo (1817) et J S Mill (1848) et bien d'autres économistes également. Mais la plupart attribuent à Adam Smith le mérite et le considèrent comme le fondateur de la théorie classique. Cette théorie définit les économies et les marchés comme des systèmes démocratiques autorégulateurs, et les développements de la théorie capitaliste forment la base de la théorie classique. La théorie classique a remplacé le système des gouvernements nationaux contrôlant et possédant l'économie, l'économie classique est devenue plus tard associée à la liberté économique et politique.

Les classiques ont développé des théories de l'offre, de la demande, de la valeur et du prix et ont rejeté le contrôle gouvernemental des marchés monétaires, avec le slogan "laissez-faire". Les classiques privilégiaient la libre concurrence entre producteurs et firmes et voulaient orienter l'économie dans une nouvelle direction, privilégiant l'efficacité et le mérite⁴⁶

⁴⁴ Farid BashirTaher, Planification économique, Dar Al Nahdha Al Arabya, Le Caire 1998

⁴⁵ .J. Laffont, « Fondements de l'Economie Publique », Edition Economica. Paris, 1982. p.120

⁴⁶ <https://hal.archives-ouvertes.fr/hal-01287474/documentdatedeconsultation:23/05/2022>

Chapitre 02 : l'apporte du capital public à la croissance économique

1.2. L'approche néo-classique

La théorie néo-classique est essentiellement une théorie micro-classique. Elle ne réserve qu'une place très limitée à l'intervention de l'Etat dans les activités économiques. Il est clair en effet que dans ce contexte, l'intervention de l'Etat n'est suscitée que lorsqu'il s'agit de problèmes liés à l'inadéquation des schémas concurrentiels avec les faits. Selon les analyses théoriques de Walras et Pareto, la règle générale pour maximiser le profit et avoir l'équilibre au niveau de la firme est la réalisation de l'égalisation du prix et du cout marginal, ceci est appelé « *l'optimum de bien être* »⁴⁷.

L'optimum, dans ces conditions, est une situation dans laquelle « *l'allocation des ressources rares est telle que le bien être d'un individu ne peut être augmenté sans qu'en même temps ne soit amoindri celui d'un autre individu* »⁴⁸.

Cependant, Le fonctionnement naturel de l'économie privée concurrentielle est tel qu'en poursuivant la satisfaction de ses propres besoins, chaque individu concourt en même temps à celle de ses semblables. A ce moment la, les différents intérêts entrent en parfaite harmonie avec l'intérêt général. Dans ce cas, l'action de l'Etat dans les systèmes ne se produit pas, étant donné qu'aucun déséquilibre n'apparaît pour lui permettre l'appropriation de telle ou telle activité économique. Lorsque le marché de concurrence pure et parfaite ne conduit plus à l'optimum de Pareto, à ce moment là, il est nécessaire de faire appel à d'autres processus d'allocation telle que l'appropriation publique⁴⁹.

A cet égard, la principale justification de la prise en charge d'une prestation publique ou de l'intervention publique sur un marché est liée au fait que les conditions d'allocation optimale des ressources ne sont souvent pas satisfaites parce que le marché fonctionne imparfaitement, voire pas du tout. Dans la pensée néo-classique, le rôle de l'Etat ne s'avère nécessaire que pour des raisons tenant à l'existence (de monopoles naturels) dans certains secteurs, au caractère indivisible de certains biens et à la présence de rendements croissants⁵⁰

⁴⁷ : <https://www.etudier.com/dissertations/l'Intervention-De-l'Etat-Dans-La-Vision/548849.html>

⁴⁸ http://neumann.hec.ca/sites/cours/3-851-84/docs/notes/chapitre_III.pdf

⁴⁹ <https://hal.univ-lorraine.fr/tel-01749185/document consulté le 10/05/2022>

⁵⁰ Boucebessi.Y; Berehrah.E(2014/2015):«impactdesdépensespublicsurlacroissanceéconomiqueenAlgérie:Etude économétrique sur la période 1980-2013.

Chapitre 02 : l'apporte du capital public à la croissance économique

1.3. L'approche marxiste

L'école marxiste constitue une autre conception ou plutôt une série différente de conceptions qui se basent sur des postulats autres que ceux adoptés par les conceptions capitalistes. Marx souligne que le niveau spécifique de l'Etat est celui de la superstructure juridico-politique et son rôle général consiste à assurer la cohésion d'ensemble des différents niveaux de mode de production capitaliste⁵¹

Auteur Karl Max, une théorie socio-économique qui explique les effets du contrôle du capitalisme sur l'économie. La théorie marxiste est l'une des théories les plus populaires en économie. La société capitaliste est également divisée selon la théorie marxiste en deux classes de base, la bourgeoisie qui possède les moyens de production, et la classe ouvrière productive ou le prolétariat. Quant à la nature de la relation entre ces deux classes, il s'agit d'une relation d'exploitation, dans laquelle la bourgeoisie exploite la classe ouvrière et cherche à obtenir le plus de profits en échange du paiement des salaires les moins élevés possibles. Du fait de cette relation, les marxistes soutiennent la révolution du prolétariat contre la bourgeoisie et son appropriation des moyens de production, c'est-à-dire le renversement de l'équation en faveur du communisme.

Marx estime que la bourgeoisie utilise divers moyens pour maintenir son pouvoir, depuis les médias, les décisions gouvernementales et les institutions religieuses pour affronter la classe ouvrière, qui n'est liée au travail et à la production par aucun intérêt personnel⁵².

1.4. L'approche keynésienne

1.4.1. Caractéristiques générales de la méthode keynésienne

Le programme se caractérise par cinq caractéristiques qui diffèrent du classique. On peut dire que les caractéristiques sont les suivantes :

- **Keynes soutenait que l'économie est un flux circulaire**

Keynes est parti du fait que toutes les politiques économiques, lorsqu'elles sont élaborées, ont pour objectif de poursuivre le flux du revenu intérieur et de compléter son cycle, Il estime que l'État devrait, dans le cadre de sa politique générale, faire en sorte que les dépenses soient égales au revenu, ainsi que le revenu total égal aux dépenses totales afin de

⁵¹ K.Marx,Critiquesdelaphilosophiedel'EtatdeHegel,EditionsLacoste.p.103

⁵² <https://books.openedition.org/pufc/9783?lang=fr> consulté le 16/05/2022

Chapitre 02 : l'apporte du capital public à la croissance économique

parvenir à une utilisation complète pour tous les membres de la société et d'atteindre son objectif de manière optimale. Ces questions liées au cycle du capital ont été appelées par Keynes le flux circulaire, Les capitalistes monopolistes doivent le répartir entre les membres de la société

1.4.2. La nouvelle économie classique

Au début, les partisans de la nouvelle économie classique voyaient que l'économie de marché souffrait des défaillances qui nécessitent l'intervention de l'État dans la sphère économique pour remédier à ces défaillances représentées dans l'absence de la concurrence parfaite, instabilité, inégalités et effets sociaux indésirables, mais la crise à laquelle les pays capitalistes ont été exposés au début des années soixante-dix du XXe siècle a changé les idées des nouveaux classique dirigés par le chef de l'école monétaire Milton Friedman.M et Laffer, où cette école attribuait toutes les crises des économies capitalistes à l'intervention des l'État est impliqué dans l'activité économique, donc les nouveaux classique a préconisé la nécessité de réduire l'intervention de l'État dans l'activité l'économie a retiré sa main des affaires économiques, et au lieu que l'État se concentre sur la justice et la redistribution des revenus et la richesse, il doit se concentrer sur l'efficacité et la croissance, et donc la vision nouvelle classique selon laquelle l'État n'existe pas plus qu'un État gardien et n'intervient dans l'activité économique que dans les limites les plus étroites au motif que le marché et l'initiative individuelle sont capables de faire face aux défaillances qui surviennent dans l'économie⁵³.

1.4.3. La nouvelle économie keynésienne

La nouvelle économie keynésienne est une école de macroéconomie qui s'efforce de fournir une base microéconomique à l'économie keynésienne. Il s'est développé en partie en réaction aux critiques de la macroéconomie keynésienne par les adeptes de la macroéconomie néoclassique.

Deux hypothèses principales définissent l'approche néo-keynésienne de la macroéconomie. Comme l'approche néoclassique, la nouvelle analyse macroéconomique keynésienne suppose que les ménages et les entreprises ont des anticipations raisonnables.

Cependant, les deux écoles diffèrent en ce que l'analyse néo-keynésienne suppose généralement une variété de défaillances du marché. En particulier, les néo-keynésiens

⁵³Ahmed Rashad Moussa, Le rôle de l'État dans le système économique contemporain, Association égyptienne pour l'économie, la statistique et la législation, Le Caire 1999

Chapitre 02 : l'apporte du capital public à la croissance économique

postulent qu'il existe une concurrence imparfaite dans la fixation des prix et des salaires pour aider à expliquer pourquoi les prix et les salaires peuvent devenir «fixes», ce qui signifie qu'ils ne s'adaptent pas instantanément aux changements des conditions économiques⁵⁴

La stabilisation des salaires et des prix, ainsi que d'autres défaillances du marché trouvées dans les nouveaux modèles keynésiens, indiquent que l'économie peut ne pas parvenir à atteindre le plein emploi. Par conséquent, les néo-keynésiens soutiennent que la stabilité macroéconomique par le gouvernement (utilisant la politique budgétaire) et la banque centrale (utilisant la politique monétaire) peut conduire à un résultat macroéconomique plus efficace que la politique de laissez-faire.

Le néo-keynésianisme est devenu une partie de la synthèse néoclassique, qui en combinait des parties avec la macroéconomie néoclassique et forme la base théorique d'une grande partie de l'économie dominante d'aujourd'hui⁵⁵

2. Les principaux facteurs de la croissance économique définis par les différentes écoles de la pensée économique

2.1. Le capital physique

En économie, le terme « capital physique » est utilisé pour désigner les intrants (facteur de production) ou les biens fabriqués par l'homme, que l'entreprise possède, tels que les ordinateurs, les machines, l'équipement, les outils, etc. Il est utilisé dans le processus de production pour permettre la conversion des matières premières en produits finis.

La capital physique, est l'équipement dans investit une entreprise pour la production de biens ou de service. En investissant dans de nouveaux équipements, une firme se donne les moyens d'accroître sa production, mais également celle des autres firmes, concurrents ou non. Par conséquent, les phénomènes d'externalité entre firme et sur l'existence de complémentarité entre firmes et activités.

Sur la base de connaissances suffisantes, la décision est prise d'investir dans le capital

⁵⁴ [Surfing Economics by Huw Dixon, chapitre 4](#)

⁵⁵ http://www.columbia.edu/mw2230/Convergence_AEJ.pdf

http://scholar.harvard.edu/files/mankiw/files/macroeconomist_as_scientist.pdf?m=136004208

Chapitre 02 : l'apporte du capital public à la croissance économique

physique. À cette fin, l'entrepreneur découvre les rendements attendus du pool d'investissements, puis celui qui donne un rendement relativement plus élevé est sélectionné. Par conséquent, la propriété du capital physique est le résultat d'une décision planifiée et consciente de l'entrepreneur

2.2. Le capital humain

Le capital humain est utilisé par les entreprises afin de créer des produits et de fournir des services qui peuvent être utilisés pour générer des revenus pour l'entreprise. Les types les plus courants de capital humain sont l'intelligence, l'expérience et le talent.

Le mot précédent (intelligence) fait référence à l'intelligence des personnes qui peut être utilisée pour gérer avec succès une entreprise, faire preuve de créativité, résoudre des problèmes, élaborer des stratégies et surpasser les concurrents. Les expériences et les talents sont utilisés de la même manière que l'intelligence est utilisée pour aider les entreprises à gérer et à générer des revenus. Les expériences ne nécessitent pas nécessairement de capacités mentales et peuvent inclure le travail manuel, l'effort physique et l'influence sociale.

Pour L'article fondateur de Lucas « on the mechanics of développement »(1988), est considéré comme le repère des modèles de croissance endogène. Ces facteurs de croissance reposent sur un ensemble d'externalités qui pourraient stimuler la croissance. Parmi ces facteurs, est retenu le capital humain comme déterminant de la croissance. Pour Lucas « toute production additionnelle du capital humain individuel est donc à l'origine d'un effet externe global⁵⁶

Lucas s'inspire de la théorie du capital humaine pour affirmer l'idée selon laquelle, la croissance est essentielle déterminée par l'accumulation du stock de connaissances, le capital humain, de sorte que les écarts de croissance entre les pays sont expliquée par les différences auxquelles ces pays accumulent du capital humain, donc du niveau de formation et d'éducation.

2.3. Les dépenses publiques

Les dépenses publiques sont l'un des éléments les plus importants et les plus efficaces de la fonction de demande globale, car c'est l'une des composantes de la demande globale, qui

⁵⁶R.U.Lucos, «OntheMechaincsofEconomiesDevelopment»,JournalofMonetaryEconomies,n°22,1988,P33

Chapitre 02 : l'apporte du capital public à la croissance économique

déplacera l'activité économique et poussera l'économie vers la croissance.⁵⁷

L'importance des dépenses publiques dans l'activité économique

Le rôle des dépenses publiques est considéré comme un rôle effectif dans la fonction de demande globale, c'est-à-dire ce que l'on appelle les dépenses globales totales dans la création de ce qu'on appelle une forte impulsion de l'activité économique, en particulier dans les économies en développement⁵⁸

Section 3 : Revue de littérature empirique sur la contribution du capital public à la croissance

Sur le plan théorique, plusieurs arguments ont été avancés pour expliquer les sources de la croissance économique. Les théories explicatives de la croissance sont relativement récentes dans l'histoire de la pensée économique.

Il existe une littérature empirique abondante sur les effets du capital public sur la croissance économique. Pour certains, le gouvernement fournit un ensemble de biens publics (l'éducation, la santé, les infrastructures...) qui sont bénéfiques pour la croissance économique ; alors que pour les autres, l'augmentation du capital public est accompagné par un accroissement des taxes et une monétarisation du déficit budgétaire, lesquels dénaturent l'allocation des ressources et réduisent la croissance⁵⁹.

1. Revue de littérature empirique

Dans les modèles de croissance de BARRO (1991) et Ramer (1989), concluent qu'un gouvernement à grande taille a un effet négatif sur la croissance, quant a Ram (1986), Grossman (1990), constatent des résultats favorables à la croissance par l'intervention du gouvernement, Kormendi et Meguire (1985) et Agell et al (1997) ne trouvent pas de relation significative entre la taille du gouvernement et la croissance économique. David Aschauer (1989) a montré que le déclin de la productivité américaine dans les années 1970 était lié en grande partie à la baisse du taux d'investissement en capital public.

⁵⁷ <https://tel.archives-ouvertes.fr/tel-01557695/document>

⁵⁵ <https://tel.archives-ouvertes.fr/tel-01557695/document>

⁵⁹ DieynabKIDA(2009):«lesdéterminantsdelacroissanceéconomique:casdeL'UEMOA».p41

Chapitre 02 : l'apporte du capital public à la croissance économique

Conclusion

Ce chapitre s'est attelé à faire ressortir l'effet de l'intervention de l'Etat dans l'économie selon plusieurs approche de la pensée économique.

Ce pendant les différentes études faites sur la contribution des dépenses publiques à la croissance économique, établissent une nette distinction entre les dépenses publiques de consommation et les dépenses publiques d'investissement. Pour la première catégorie de dépenses, tous les travaux confirment leurs contributions négatives, c'est à dire l'excès de dépenses publiques de consommations courantes nuis à la croissance et constitue un facteur de ralentissement de l'activité économique.

En ce qui concerne les dépenses publiques d'investissement, les résultats sont globalement positifs. L'un des modèle de la croissance endogène est celui de Barro ; en faisant du capital public le moteur de la croissance, le principe de Barro dans son modèle est que les dépenses qui visent à créer des infrastructures rendent plus efficace l'activité productive des entreprises privées.

Les investissements publics contribuent le mieux à la croissance et au développement. Néanmoins, il existe un certain consensus sur un certain nombre de dépenses dont l'apport à la croissance économique a été empiriquement vérifié. Il s'agit des dépenses favorisant la formation du capital humain, des dépenses de recherche et développement et les dépenses d'infrastructures.

**Chapitre 3 : Analyse
descriptive de l'évolution des
dépenses publiques et de la
croissance économique dans
les pays exportateurs**

Chapitre 3 : analyse descriptive de l'évolution des dépenses publiques et de la croissance économique dans les pays exportateurs

Introduction

Le pétrole occupe la première place en termes d'importance parmi les matières premières, et son importance a augmenté pendant la Seconde Guerre mondiale, et le grand rôle qu'il y a joué, de sorte que l'attention du monde s'est tournée vers le contrôle et la possession de cette richesse, et malgré le passage des décennies depuis sa découverte, les efforts mondiaux exercés afin de lui trouver une alternative complète.

Compte tenu de cette grande importance dont il jouit, le commerce du pétrole brut et de ses dérivés est devenu une part importante du commerce international, d'autant plus qu'il se déplace d'un groupe de pays (pays producteurs) à un autre groupe (pays consommateurs), c'est ce que a rendu ses prix vulnérables aux fluctuations et aux pressions exercées sur eux par le parti du cartel pétrolier et l'Organisation des pays producteurs de pétrole (OPEP), qui fait de toute modification de ses prix un impact significatif sur la balance commerciale puis sur le niveau du performances économiques globales des pays importateurs en général et des pays producteurs en particulier, et cela résulte de la dépendance de ces derniers vis-à-vis des revenus financiers tirés de leurs exportations

Les économies de la plupart des pays exportateurs de pétrole sont étroitement liées au secteur pétrolier depuis le boom des prix du pétrole (1973), et faire face à ce problème nécessite l'adoption d'une stratégie de diversification économique basée sur l'identification et le développement des filières non pétrolières afin de réduire la contribution relative du secteur des hydrocarbures au PIB et l'impact des fluctuations des revenus pétroliers sur le budget général de l'État.

Le rythme de l'économie mondiale a oscillé ces dernières années entre reprise et stagnation, et a été lié à l'instabilité des indicateurs des marchés financiers et les fluctuations des prix du pétrole, qui sont une source majeure de fluctuations du cycle économique, en tant qu'indicateurs de performance économique dans de nombreux pays, sont liés à l'évolution des marchés internationaux du pétrole et du gaz.

La croissance économique de nombreux pays exportateurs de pétrole a enregistré une baisse par rapport aux années précédentes, au cours desquelles la production a diminué à prix courants a environ 10 à 20%.⁶⁰

⁶⁰Nawzad Abdul Rahman Al-Hiti, Hassan Ibrahim Al-Mohannadi(2008)

Chapitre 3 : analyse descriptive de l'évolution des dépenses publiques et de la croissance économique dans les pays exportateurs

Section 1 : Évolution de la croissance économique dans les pays exportateurs de pétrole

Après avoir touché son point le plus bas en 2017, la croissance économique des pays exportateurs de pétrole de la région Moyen-Orient, Afrique du Nord, Afghanistan et Pakistan (MOANAP) devrait s'accélérer en 2018. Cette tendance tient en grande partie à la reprise durable des activités non pétrolières, au moment où de nombreux pays temporisent leurs rééquilibres budgétaires afin de soutenir la demande intérieure. Les aléas entourant les perspectives sont de nature baissière. Il s'agit de la possibilité d'un resserrement drastique des conditions financières dans le monde, de la montée des tensions commerciales et des pressions géopolitiques, alors même que les perspectives des cours du pétrole restent modérées et hautement incertaines. S'ils viennent à se matérialiser, ces risques pourraient exercer des pressions considérables sur les budgets et le financement dans de nombreux pays de la région, lesquelles pourraient mettre en péril le processus d'assainissement budgétaire et de reprise économique. Au vu de la faiblesse des perspectives de croissance sur le moyen terme, la nécessité d'accélérer le rythme des réformes structurelles prévues est plus évidente que jamais ralentissement marqué en 2017.

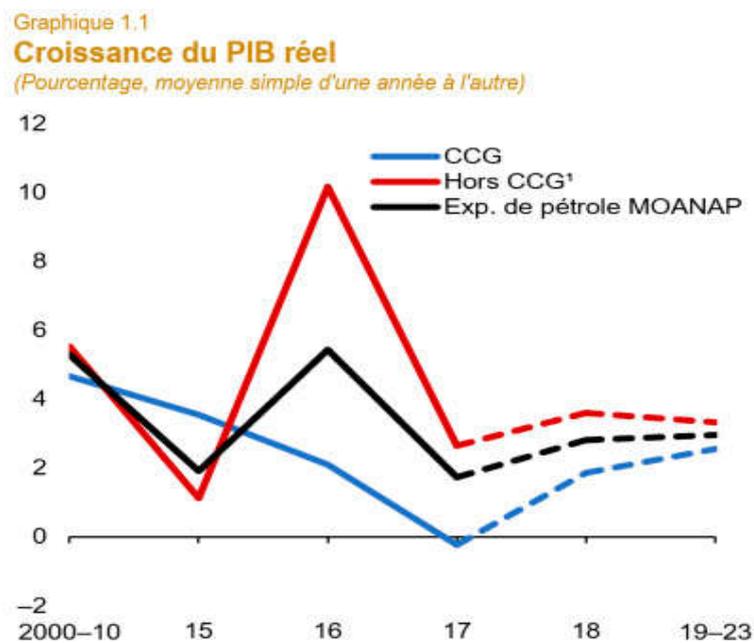
Après une pointe à 5,4 % en 2016, la croissance dans les pays exportateurs de pétrole de la région MOANAP a chuté à 1,7 % en 2017 (graphique 1.1). Si le tassement de l'activité économique a été aussi marqué, c'est que le ralentissement dans les pays du Conseil de coopération du Golfe (CCG) a été plus fort que les prévisions établies dans les Perspectives économiques régionales d'octobre 2017. Ce ralentissement a été compensé par les performances des pays hors CCG, qui ont quant à elles dépassé les projections (graphique 1.2). Plus précisément, Dans les pays membres du CCG, le PIB global a fléchi de 0,2 % l'an dernier, l'Arabie saoudite ayant enregistré sa première contraction économique depuis 2009.

Cette perte de vitesse s'explique essentiellement par l'effet de l'accord de limitation de production OPEP+, qui a plus que contrebalancé la reprise durable de la croissance non pétrolière dans la plupart des pays. Aux Émirats arabes unis et au Qatar, où la demande intérieure souffre du manque de confiance des consommateurs et des investisseurs, la croissance du PIB non pétrolier en 2017 s'est inscrite en baisse par rapport à l'année précédente. Au Bahreïn, plusieurs projets financés par le CCG ainsi que la bonne tenue des secteurs de la finance et de l'hôtellerie ont étayé un raffermissement de la croissance non

Chapitre 3 : analyse descriptive de l'évolution des dépenses publiques et de la croissance économique dans les pays exportateurs

pétrolière, ce qui a plus que compensé la baisse de la production de pétrole.

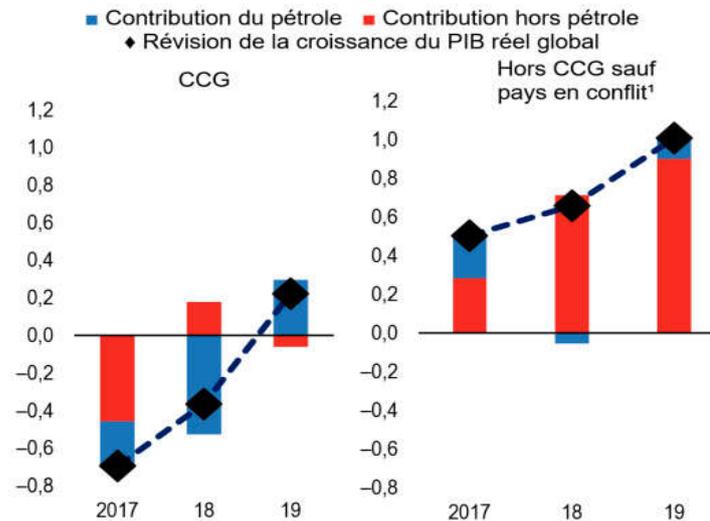
Dans les pays exportateurs de pétrole non membres du CCG (hors Libye et Yémen), la croissance globale a atteint 2,6 % en 2017. En Iran, la croissance a nettement décéléré par rapport à 2016. De même, la croissance du PIB pétrolier y a été bien plus poussive que l'année précédente, ce qui a annulé l'effet de la reprise durable d'une activité non pétrolière épaulée par l'investissement public. En Algérie et en Iraq, l'affaiblissement de la croissance du PIB pétrolier entraînée par l'accord OPEP+ (ainsi qu'une demande européenne de gaz produit en Algérie inférieure aux prévisions) a été plus que contrebalancé par le redressement de l'activité non pétrolière.



Source : <https://www.imf.org/~/media/Files/Publications/REO/MCD-CCA/2018/May/French/MENAP042018FREoe.ashx>

Chapitre 3 : analyse descriptive de l'évolution des dépenses publiques et de la croissance économique dans les pays exportateurs

Graphique 1.2
Révision de croissance du PIB réel depuis oct. 2017
(Points de pourcentage)



Source : <https://www.imf.org/~/media/Files/Publications/REO/MCD-CCA/2018/May/French/MENAP042018FREoe.ashx>

Les révisions à la baisse de la croissance du PIB pétrolier pour 2018 dans la plupart des pays membres du CCG et en Iraq par rapport aux projections d'octobre : celles-ci tiennent à la baisse de la production de pétrole entraînée par la prolongation de l'accord OPEP+. Cette prorogation implique qu'en 2019, la croissance du PIB pétrolier connaîtra un redressement plus rapide que prévu en octobre, en particulier dans les pays membres du CCG.

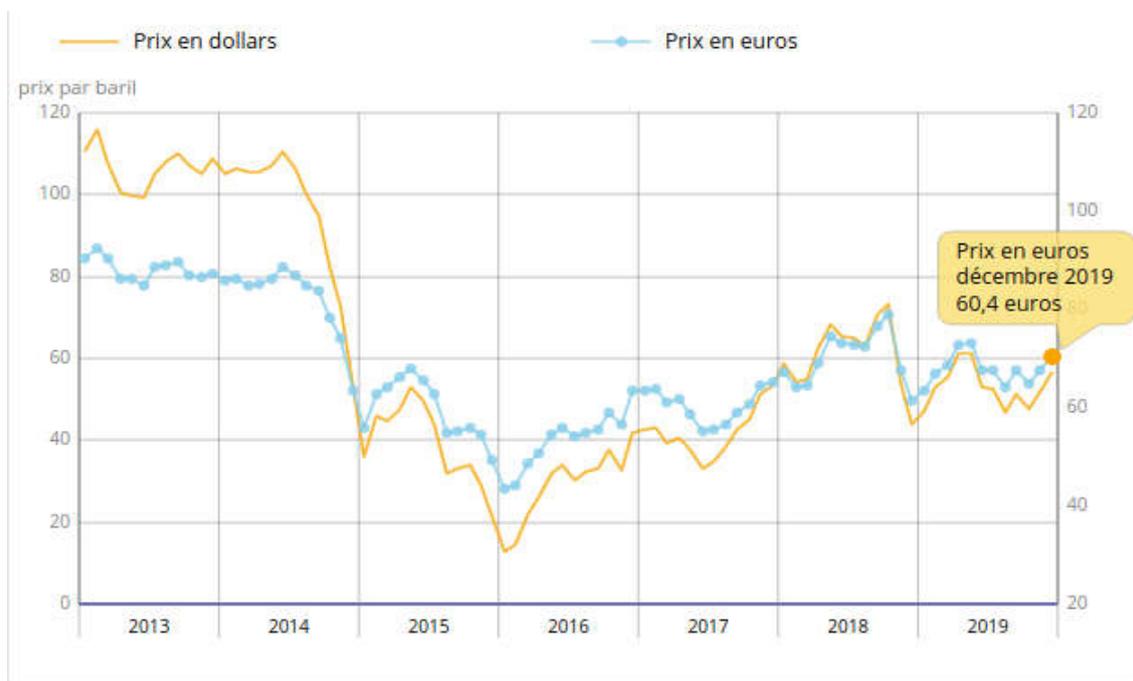
Les révisions à la hausse de la croissance du PIB non pétrolier en 2018 et 2019 par rapport aux projections d'octobre dans plusieurs pays : selon les nouvelles prévisions, la décélération de l'activité économique au Bahreïn devrait être plus progressive en raison de l'achèvement attendu de projets d'investissement. D'autre part, la reprise devrait intervenir plus rapidement que prévu en Arabie saoudite (sous l'effet, entre autres, du ralentissement du rééquilibrage budgétaire, comme nous le verrons plus loin), en Algérie (grâce Le rééquilibrage concerne aussi bien les recettes que les dépenses. Parmi les récentes mesures appliquées aux recettes, citons l'introduction, en janvier 2018, d'une taxe sur la valeur ajoutée (TVA) en Arabie saoudite et aux Émirats arabes unis. De même, l'Iraq devrait appliquer des taxes sur les ventes et des droits d'accise sur certains biens et services en 2018. Cependant, les pays pourraient aller plus loin dans la mobilisation des recettes non pétrolières, la mise en œuvre de la TVA chez les autres pays membres du CCG constituant une priorité essentielle. S'agissant des

Chapitre 3 : analyse descriptive de l'évolution des dépenses publiques et de la croissance économique dans les pays exportateurs

dépenses, l'amélioration de l'efficacité des dépenses publiques représente également une priorité. Les indicateurs d'efficacité des investissements publics laissent apparaître qu'en moyenne, les exportateurs de pétrole de la région MOANAP se montrent plus performants que les pays émergents, mais il existe un fossé de taille avec les pays avancés.

Ajustement du rythme du rééquilibrage budgétaire

Les pays exportateurs de pétrole de la région MOANAP ont apporté quelques ajustements au rythme du rééquilibrage budgétaire. C'est ainsi qu'en 2017, le rééquilibrage en Arabie saoudite a été moins important que celui initialement chiffré dans le budget. En effet, l'augmentation des dépenses a été soutenue par des recettes non pétrolières qui ont dépassé les prévisions. Au Qatar, la marge de manœuvre budgétaire disponible a permis de davantage étaler le rééquilibrage dans le temps. Dans les pays hors CCG, les mesures de rééquilibrage budgétaire ont suivi leur cours en 2017, notamment en Iran et en Iraq (dans le cadre du programme soutenu par le FMI).



Source : Insee Evolution des prix du pétrole

Chapitre 3 : analyse descriptive de l'évolution des dépenses publiques et de la croissance économique dans les pays exportateurs

Section 02 : évolution des dépenses publiques dans les pays exportateurs de pétrole

1. Définition des dépenses publiques :

Représente l'image qui reflète l'activité de l'État et l'outil pour atteindre ses objectifs et orienter son économie et assurer la stabilité économique du pays les dépenses peuvent être définies comme les sommes financières que l'état dépense pour satisfaire les besoins publics et réaliser son intervention économique et social dans la gestion de sa société humain⁶¹.

Les dépenses publiques sont les dépenses effectuées par les organismes publics dans le cadre de leurs budgets annuels et ses projets de développement pour couvrir ses besoins administratifs conformément à la législation et à la réglementation en vigueur⁶².

Les économies des pays producteurs de pétrole souffrent d'instabilité, en raison des chocs du secteur pétrolier, ce qui augmente le degré de risque, car les dépenses publiques sont affectées par des revenus pétroliers entre élevés et faibles, qui constituent des chocs sur l'économie qui conduisent à l'instabilité de l'économie nationale et présentent des risques pour les investissements à long terme.

Au stade des revenus pétroliers élevés, les dépenses augmentent plus que la capacité d'absorption de l'économie, ce qui augmente l'inflation, les salaires et les prix du secteur immobilier, ce qui augmente les coûts économiques pour les producteurs des secteurs productifs, affaiblit la compétitivité et réduit l'attractivité de l'économie pour investir dans des projets de développement à long terme qui est la source la plus importante de développement durable.

D'autre part, en période de prix bas du pétrole, les gouvernements pétroliers ont recours à l'une des deux politiques, la première consiste à réduire les dépenses autant que possible et les secteurs de développement durable souffrent le plus. La seconde consiste à se concentrer sur les recettes non pétrolières en augmentant les taxes et les redevances pour maintenir le niveau élevé des dépenses publiques, qui ont été gonflées par les recettes pétrolières. Cette politique conduit inévitablement à renchérir le coût des affaires pour le

⁶¹DraosiMossoud, thèse de doctorat, la politique financière et son rôle dans l'atteinte de l'équilibre the Economist, Université d'Alger, 08 mai 2005

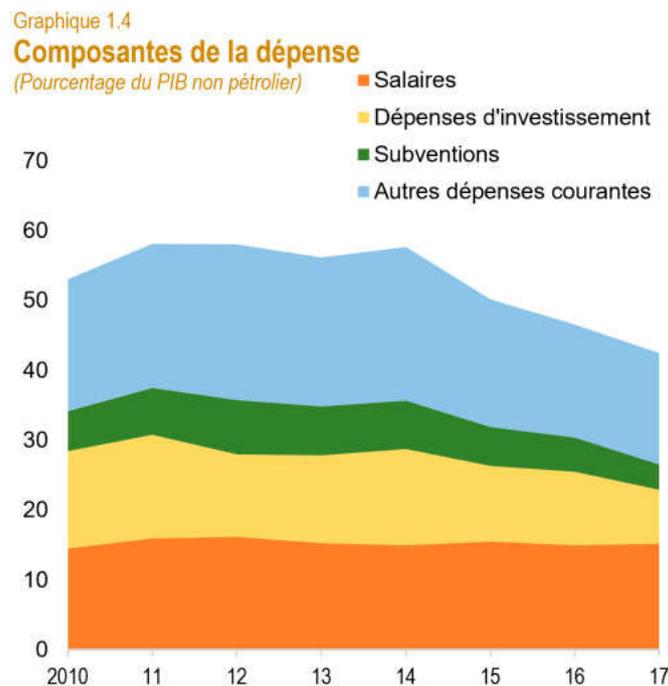
⁶²Taher Zarrouk, Exécution des Dépenses publiques, position avantageuse dans les finances publiques <http://moufid.jimdo.com>

Chapitre 3 : analyse descriptive de l'évolution des dépenses publiques et de la croissance économique dans les pays exportateurs

secteur privé, ainsi qu'à affaiblir le pouvoir d'achat des revenus des particuliers. Comme conséquence économique de l'augmentation des revenus non pétroliers, la demande globale diminuera et les coûts de faire des affaires augmenteront, et l'économie commencera à rechercher un nouveau point d'équilibre.⁶³

Les pays exportateurs de pétrole de la région MOANAP devraient poursuivre leur rééquilibrage budgétaire, bien qu'à un rythme moins soutenu. Toutefois, le fort accroissement des dépenses devrait creuser des déficits budgétaires beaucoup plus lourds en Algérie, où le rééquilibrage devrait reprendre en 2019, et en Iran.

Il serait possible d'accroître l'efficacité des dépenses en maîtrisant les masses salariales élevées de la fonction publique, qui prennent le pas sur d'autres postes essentiels (graphique 1.4 ; encadré 1.1). Sans réformes structurelles complémentaires, les mesures prises à ce jour (entre autres le gel temporaire des embauches) pourraient se révéler difficiles à maintenir sur la durée.



Source: <https://www.imf.org/~media/Files/Publications/REO/MCD-CCA/2018/May/French/MENAP042018FREoe.ashx>

⁶³:<https://www.mep.gov.sa/ar/EconomicAffairs/EconomyBlog/Pages/The-Difficulty-of-Economic-Diversification-in-Oil-Exporting-Countries-&-the-Need-for-Financial-Rules.aspx>

Chapitre 3 : analyse descriptive de l'évolution des dépenses publiques et de la croissance économique dans les pays exportateurs

Le rééquilibrage concerne aussi bien les recettes que les dépenses. Parmi les récentes mesures appliquées aux recettes, citons l'introduction, en janvier 2018, d'une taxe sur la valeur ajoutée (TVA) en Arabie saoudite et aux Émirats arabes unis. Les autres pays du CCG devraient leur emboîter le pas dans ce domaine cette année. De même, l'Iraq devrait appliquer des taxes sur les ventes et des droits d'accise sur certains biens et services en 2018. Cependant, les pays pourraient aller plus loin dans la mobilisation des recettes non pétrolières, la mise en œuvre de la TVA chez les autres pays membres du CCG constituant une priorité essentielle.

S'agissant des dépenses, l'amélioration de l'efficacité des dépenses publiques représente également une priorité. Les indicateurs d'efficacité des investissements publics laissent apparaître qu'en moyenne, les exportateurs de pétrole de la région MOANAP se montrent plus performants que les pays émergents, mais il existe un fossé de taille avec les pays avancés.

Section 3 : politique économique dans les pays exportateurs de pétrole

La politique économique : La politique économique est l'ensemble des moyens mis en œuvre par l'Etat pour atteindre les objectifs qu'il s'est fixé dans le but d'améliorer la situation économique générale du pays⁶⁴. Cette politique définit les dispositions prises par l'État pour l'affectation des ressources, réguler la conjoncture, et redistribuer le revenu national.

L'Algérie et l'Arabie saoudite, deux pays pétroliers, font face aux mêmes défis avec le contre-choc pétrolier et l'effondrement de leurs revenus. Tous deux sont confrontés à l'urgente nécessité de diversifier leurs économies respectives. Seulement, ces deux pays n'ont pas les mêmes armes ni les mêmes méthodes.⁶⁵

L'Arabie saoudite est assise sur les plus importantes réserves pétrolières du monde, accompagnées d'un fonds souverain, de réserves de change et d'actifs à l'étranger d'une valeur de plusieurs centaines de milliards de dollars. En face, L'Algérie paraît bien modeste avec ses 140 milliards de dollars de réserves de change et son fonds de régulation des recettes (FRR) déjà pratiquement vide (2016). Mais surtout, la grande différence réside dans la réaction à la crise, la stratégie mise en place pour en sortir et les moyens politiques et économiques que se

⁶⁴Xavier GREFF Comprendre la politique économique, 2ème édition

⁶⁵<https://www.latribune.fr/econoie/international/algerie-et-arabie-saoudite-constat-similaire-strategies-opposees-pour-deux-pays-petroliers-567267.html>

Chapitre 3 : analyse descriptive de l'évolution des dépenses publiques et de la croissance économique dans les pays exportateurs

donnent les décideurs des deux pays⁶⁶.

1. Les principaux secteurs de l'économie

L'économie Algérie continue à bénéficier de recettes de plus en plus importantes dégagées par le secteur des hydrocarbures. (La croissance du PIB réel devrait se poursuivre à un rythme voisin de 5%, sous l'effet conjugué de la production d'hydrocarbures et de l'activité soutenue des secteurs de la construction et des services. Malgré la bonne tenue des indicateurs macroéconomiques, l'Algérie subit la persistance de fragilités structurelles, au premier rang desquelles la très forte dépendance aux revenus des hydrocarbures qui représentent 50% du PIB, 75% des revenus fiscaux et plus de 98% des exportations.⁶⁷

L'économie saoudite dépend toujours des fluctuations des prix du pétrole. La période considérée a été marquée par un large éventail d'initiatives transversales et sectorielles visant à moderniser et à diversifier l'économie. La poursuite de ces initiatives destinées à améliorer la compétitivité du secteur non pétrolier reste importante. Le PIB réel a progressé de 1.6% en moyenne, les secteurs non pétroliers ayant enregistré une croissance supérieure à celle du secteur pétrolier. Le solde du compte courant a fluctué, passant d'un déficit de 8.7% du PIB en 2015 à un excédent de 9.2% du PIB en 2018, ce qui s'explique principalement par les variations de la valeur des exportations de pétrole pendant cette période.⁶⁸

La question de la diversification économique occupe une place importante dans les économies rentières qui dépendent largement d'un seul produit dans le processus d'exportation, Le recours à une seule ressource comme moteur de la croissance économique peut entraver ou arrêter la roue du développement si les prix de ce produit baissent sur les marchés mondiaux.

L'Algérie et l'Arabie Saoudite sont considérées parmi les pays rentiers qui dépendent fortement du pétrole, que ce soit dans les exportations ou dans le financement de leurs budgets, et donc toute fluctuation des prix du carburant affectera leurs économies, Depuis la crise pétrolière de 1986, le gouvernement algérien a adopté un ensemble de mesures et de politiques économiques afin de sortir de la dépendance au secteur des hydrocarbures et de

⁶⁶ <https://www.latribune.fr/economie/international/algerie-et-arabie-saoudite-constat-similaire-strategies-opposees-pour-deux-pays-petroliers-567267.html>

⁶⁷ <https://information.tv5monde.com/afrique/algerie-l-economie-peut-elle-trouver-un-nouveau-souffle-avec-la-hausse-des-prix-du-petrole>

⁶⁸ https://www.wto.org/french/tratop_f/tpr_f/s407_sum_f.pdf

Chapitre 3 : analyse descriptive de l'évolution des dépenses publiques et de la croissance économique dans les pays exportateurs

diversifier l'économie algérienne, afin de résister à la baisse des prix mondiaux du pétrole, en encourageant les secteurs agricole, industriel et touristique par des facilités fiscales et des incitations, ainsi que fournir un soutien aux jeunes qui souhaitent créer de petites entreprises⁶⁹.

Tandis que le gouvernement saoudien continue de prendre des mesures pour améliorer l'environnement des affaires, développer les infrastructures locales et investir dans la formation des citoyens et les doter de compétences. Il travaille également au développement des villes industrielles et économiques pour favoriser l'implantation de Grappes industrielles et le développement des services. Les villes industrielles représentent environ la moitié de toutes les industries manufacturières dans le Royaume. Des travaux sont actuellement en cours pour collaborer entre les universités et ces villes afin d'améliorer la recherche, le développement et la coopération. De plus, des réseaux de transport sont en cours de développement pour relier ces villes afin de permettre le transport des matières premières des mines aux installations de raffinage et de traitement⁷⁰.

Conclusion

Le cours du rôle de l'état dans l'économie a changé et l'intervention de l'état dans la vie économique est devenue nécessaire pour parvenir à la stabilité économique. Le développement du rôle de l'état dans l'économie a été lié à l'évolution du volume des dépenses publiques, qui est devenu l'un des outils de politique financière les plus importants pour orienter l'activité économique et gérer la demande globale dans le but de tirer des effets positifs sur le produit intérieur et de maintenir des niveaux élevés de taux de croissance économique.

⁶⁹ https://www.univ-chlef.dz/renaf/Articles_Renaf_N_19/3.dif%20ahmed.pdf

⁷⁰ <https://www.imf.org/ar/Publications/Departmental-Papers-Policy-Papers/Issues/2016/12/31/Saudi-Arabia-Tackling-Emerging-Economic-Challenges-to-Sustain-Strong-Growth-42462>

Chapitre 4 : l'étude économique de l'effet du capital public sur la croissance économique

Chapitre 4 : l'étude économique de l'effet du capital public sur la croissance économique

Introduction

Après la mobilisation des concepts théoriques qui ont abordé la question de l'intervention publique dans l'activité économique, l'objectif de ce chapitre est d'analyser empiriquement l'effet du capital public sur la croissance économique dans les pays exportateurs de pétrole, une étude de cas porte sur les pays suivant : l'Algérie, la Russie, l'Iran et le Nigéria de 1990 à 2019 Pour ce faire, nous ferons appel à techniques économétriques qui est le modèle de données panel Il s'agit d'associer une variable à expliquer ; PIB réel par habitant par habitant et un ensemble de variables, à savoir le capital physique, la population totale et les dépenses publiques il s'agit donc d'estimer une fonction de production augmenté aux dépenses publiques

Section 1 : construction du modèle

Dans cette section nous allons estimer une fonction de production augmentée aux dépenses publiques pour 4 pays exportateurs de pétrole qui sont l'Algérie, La Russie, l'Iran et le Nigéria.

$$PIB = f(K, L, G)$$

Il s'agit d'associer une variable à expliquer PIB réel par habitant et un ensemble de variables explicatives, à savoir la formation brute de capital fixe, la population totale et les dépenses publiques

L'effet des variables explicatives k. L. Q sur la variable BIP est également accepté

$$PIB = K^\alpha \cdot L^{1-\alpha} \cdot G^\beta$$

$$\text{Log}(PIB) = \text{log}(K) + \text{log}(L) + \text{log}(G) + C$$

Avec :

PIBR = le produit intérieur brut réel

FBCF : formation brute de capital fixe

Pop : population active.

DPT : Dépense public Total

C= constante

L'estimation est effectuée sur la période 1980-2019. Les données sont présent à partir de la base de données de la banque mondiale. Toutes les variables ont été prises à prix constant. Les variables ont subi une transformation logarithmique afin de réduire les grands

Chapitre 4 : l'étude économique de l'effet du capital public sur la croissance économique

écarts.

Le choix des variables étudiées Par rapport au choix des variables, nous avons essayé au mieux de choisir celles qui sont en relation directe avec le capital public et la croissance économique en Algérie, Russie, Iran, Nigéria. Le choix s'est effectué sur la base de la littérature théorique présentée ci-dessus ainsi que les travaux empiriques antérieurs traitant une problématique similaire. Les variables retenues dans la modélisation économétrique sont, le produit intérieur brut comme variable endogène (ou à expliquer), capital physique, les dépenses et la population active comme variables exogènes.

La méthode d'estimation est faite par l'analyse des données de panel.

En statistique et en économétrie, les données de panel et les données longitudinales sont toutes deux des données multidimensionnelles qui impliquent des mesures dans le temps. Les données de panel sont un sous-ensemble de données longitudinales où les observations concernent les mêmes sujets à chaque fois.

Les séries chronologiques et les données transversales peuvent être considérées comme des cas particuliers de données de panel qui sont dans une seule dimension (un ou un membre individuel du panel pour le point temporel précédent, un pour le second).

Une étude qui utilise des données de panel est appelée étude longitudinale ou étude de cohorte.

Section 2 : Estimation du modèle de données en panel et interprétation des résultats

2.1. Test d'hisio

Le test d'homogénéité d'hisio ressort une P-value associée à la statistique F1 égale à (0,102) supérieur au seuil de 5%, ce qui permet d'accepter l'hypothèse H0 d'un modèle de panel homogène

2.2.L'estimation du modèle a effet fixe

L'estimation à effet fixe de notre modèle en panel est estimée à l'aide du logiciel Stata 12. Les résultats sont donnés comme suit :

Chapitre 4 : l'étude économique de l'effet du capital public sur la croissance économique

Tableau n° 1: Modèle à effet fixe

```

. xtreg PIB Pop K DP, fe

Fixed-effects (within) regression      Number of obs   =      118
Group variable: ID                    Number of groups =       4

R-sq:  within = 0.6571                Obs per group:  min =      28
      between = 0.9023                    avg =      29.5
      overall = 0.8651                    max =      30

corr(u_i, Xb) = -0.3878                F(3,111)       =      70.90
                                          Prob > F        =      0.0000

```

PIB	Coef.	Std. Err.	t	P> t	[95% Conf. Interval]
Pop	11657.9	2992.659	3.90	0.000	5727.747 17588.05
K	1.602025	.1648661	9.72	0.000	1.275331 1.928718
DP	1218.9	1555.415	0.78	0.435	-1863.258 4301.058
_cons	-1.62e+11	1.04e+11	-1.55	0.123	-3.68e+11 4.47e+10
sigma_u	1.458e+11				
sigma_e	9.324e+10				
rho	.70975464	(fraction of variance due to u_i)			

```

F test that all u_i=0:      F(3, 111) =      30.00      Prob > F = 0.0000

```

Source : Etabli sous Stata 12

L'estimation montre une contribution significative du capital physique et de travail par rapport à l'évolution du PIB, cependant les dépenses publiques ont un effet positif et non significatif sur la croissance. La statistique de Fisher montre que le modèle est globalement significatif.

2.3. L'estimation du modèle à effet variable

Les résultats du modèle à effet variables sont donnés comme suit :

Chapitre 4 : l'étude économique de l'effet du capital public sur la croissance économique

Tableau n° 2: modèle à effet variable

```
. xtreg PIB K Pop DP, re
```

Random-effects GLS regression
Group variable: ID

Number of obs = 118
Number of groups = 4

R-sq: within = 0.5503
between = 0.9760
overall = 0.9083

Obs per group: min = 28
avg = 29.5
max = 30

corr(u_i, X) = 0 (assumed)

Wald chi2(3) = 1128.61
Prob > chi2 = 0.0000

PIB	Coef.	Std. Err.	z	P> z	[95% Conf. Interval]	
K	2.317674	.1904692	12.17	0.000	1.944362	2.690987
Pop	7437.49	744.7879	9.99	0.000	5977.732	8897.247
DP	-1875.597	1129.471	-1.66	0.097	-4089.318	338.125
_cons	-6.23e+10	2.06e+10	-3.02	0.002	-1.03e+11	-2.19e+10
sigma_u	0					
sigma_e	9.324e+10					
rho	0	(fraction of variance due to u_i)				

Source : Etabli sous Stata 12.

Le paramètre capital physique, travail et la constante sont significativement différent de 0 au seuil de 5%. Les dépenses publiques ne sont pas significatives au seuil de 5% mais elles sont significatives au seuil de 10%.

Afin de choisir le modèle adéquat pour l'interprétation économique, nous effectuons le test d'Hausman.

2.4. Test d'hausman

Tableau n°3: Test d'hausman

	Coefficients			
	(b) Fixed	(B) random	(b-B) Difference	sqrt(diag(V_b-V_B)) S.E.
K	1.602025	2.317674	-.7156498	.
Pop	11657.9	7437.49	4220.41	2898.499
DP	1218.9	-1875.597	3094.497	1069.398

b = consistent under Ho and Ha; obtained from xtreg
B = inconsistent under Ha, efficient under Ho; obtained from xtreg

Test: Ho: difference in coefficients not systematic

$$\text{chi2}(2) = (b-B)' [(V_b-V_B)^{-1}] (b-B) = 123.73$$

Source : Etabli sous stata 12

Chapitre 4 : l'étude économique de l'effet du capital public sur la croissance économique

Le test d'hausman effectué sur le modèle à effet fixe montre que la statistique de khi-deux est égale à 123,73 supérieures à la statistique tablé. Ce qui permet d'accepter l'hypothèse nulle que le modèle approprié est celui du modèle à effet variable.

Tableau n° 4: Tableau récapitulatif des résultats

	Effet fixe	Effet variable
Constante	-1.62 _{e+11}	-6.23 _{e+10}
K	1.602025	2.317674
Pop	11657.9	7437.49
DP	1218.9	-1875.597
R²	0.6571	0.5503
P-Value (Fisher)	0.000	0.000

Source : établi à partir des résultats de Stata 12.

2.5. Les tests de validation du modèle

2.5.1. Test de normalité des résidus

Dans ce test nous avons prédit la série des résidus qui est générée à partir du modèle à effet fixe et nous avons effectué le test de normalité des résidus. Le résultat montre une probabilité associé au test égale à 0,109 supérieur à 5%. Ce qui permet de ne pas rejeter l'hypothèse H0 de normalité des résidus. Test de normalité des résidus

2.5.2. Test d'auto corrélation des résidus

L'application du test d'autocorrélation sur le modèle estimé permet d'accepter l'hypothèse nulle d'absence d'autocorrélation des résidus.

D'après ces résultats le modèle est valide statistiquement ce qui nous permet de passer à l'interprétation économique.

Chapitre 4 : l'étude économique de l'effet du capital public sur la croissance économique

Section 3 : interprétation des résultats et recommandations

3.1. Interprétation des résultats

Le capital physique est la population contribue significativement est positivement à la croissance de ces pays conformément à la théorie économique. En effet, la hausse de l'investissement physique et du travail qui jouent le rôle de facteur de production permettent d'améliorer la production et la croissance pour l'ensemble de ces pays.

Les dépenses publiques n'ont pas d'effet significatif sur la croissance économique au seuil de 1% et de 5% tandis qu'elles sont significatives au seuil de 10%. Economiquement nous pouvons interpréter ce résultat comme un effet très faiblement significatif des dépenses publiques sur la croissance économique.

En effet, en général pour cet échantillon de pays la contribution des dépenses publiques sur la croissance économique n'est pas établie, ces pays n'ont pas pu exploiter les entrées financières issues de la rente pétrolière pour développer un système économique indépendant de la rente pétrolière. A l'exception de la Russie qui dispose d'une économie industrialisée en parallèle avec la rente du pétrole et de gaz, l'Algérie, l'Iran et le Nigéria ne dispose pas d'une structure industrielle solide qui leur permet d'intercepter les externalités positives des dépenses publiques et de développer une économie diversifiée hors secteur des hydrocarbures.

3.2. Recommandations pour diversifier l'économie dans ces pays exportateurs de pétrole :

La question de la diversification économique occupe une place importante dans les économies rentières qui dépendent fortement d'un seul produit dans le processus d'exportation, tout en s'appuyant sur lui comme une ressource majeure pour le financement du budget. entraver ou arrêter le développement La diversification économique est définie comme « un processus visant à diversifier la structure de production et à créer de nouveaux secteurs qui soutiennent les revenus de sorte que la dépendance totale vis-à-vis des revenus du secteur principal de l'économie diminue, car ce processus conduira à l'ouverture de nouvelles zones avec à plus forte valeur ajoutée et capables d'offrir des opportunités d'emploi plus productives à la main-d'œuvre nationale, ce qui conduira à des taux de croissance plus élevés

Chapitre 4 : l'étude économique de l'effet du capital public sur la croissance économique

à long terme»⁷¹. Ils sont également appelés « investissements distributifs » dans divers secteurs de l'économie pour réduire le risque de dépendance excessive à une ressource, à un secteur ou à trop peu de secteurs. »⁷² Les politiques de diversification économique visent à réduire la dépendance à un secteur économique particulier sans autre secteurs, notamment les secteurs primaires comme le secteur Agricole, ou s'appuyant sur une ressource naturelle comme le pétrole pour financer le budget de l'État, comme c'est le cas pour la production pétrolière. États La diversification économique permet de réduire les risques d'investissement car la diversification économique contribue aux taux de croissance économique en augmentant les opportunités d'investissement et en réduisant les risques d'investissement. Les investissements dans un grand nombre d'activités économiques réduisent les risques d'investissement résultant de la concentration de ces investissements dans un petit nombre d'entre elles. Tout en réduisant les risques d'une baisse des recettes d'exportation, certains pays don't les économies se caractérisent par un faible degré de diversification économique dépendent de l'exportation d'un produit ou d'un nombre limité de produits, une fluctuation qui affecte le prix ou le volume de production des cette. Le produit affecte grandement les recettes d'exportation, la diversification économique contribue à accroître la productivité du travail et le capital humain en encourageant la créativité et l'innovation, Cela conduit à des taux de croissance économique plus élevés.

La consolidation du degré d'interrelations entre les secteurs productifs contribue à la diversification économique résultant de l'augmentation du nombre de secteurs

Les rapports économiques productifs se renforcent entre eux, Ce qui se traduit par de nombreuses influences externes à la production qui se répercutent positivement sur la croissance économique. D'autre part, le développement de l'appareil de production dans un pays lui permet de s'opposer aux facteurs externes positifs de la dépense publique. .

Tout en réduisant la fluctuation des niveaux de PIB, la faible diversification économique résultant de la concentration de la production sur un nombre limité de produits conduit à une fluctuation sensible des niveaux de PIB. Pour augmenter la demande d'emploi, créer des opportunités d'emploi et réduire taux de chômage. Avec l'augmentation de la valeur ajoutée, la diversification verticale renforce les liens de va-et-vient de l'économie, car

⁷¹ - Hamed Abdul-Hussein Al-Jubouri, Economic Diversification and Its Importance for Oil Countries, Al-Furat Center for Development and Strategic Studies, publié le 22/10/2016, 01 <https://pulpit.alwatanvoice.com/content/print/419423.html>,

⁷² Ibid., p.01.

Chapitre 4 : l'étude économique de l'effet du capital public sur la croissance économique

les extrants du secteur seront les intrants de production d'un autre secteur. La diversification contribue également à créer des opportunités d'emplois et donc à augmenter les revenus et à stabiliser les rendements de production, ce qui conduit à une augmentation de la valeur ajoutée générée localement et sectoriellement. Les politiques de diversification économique visent également à élargir les possibilités d'investissement, à renforcer l'interdépendance dans l'économie et à réduire la dépendance à un nombre limité de marchés internationaux et de partenaires commerciaux internationaux. Efforts de diversification économique

En général, il a trois objectifs qui se chevauchent ⁷³. Stabiliser la croissance économique, élargir la base des revenus et augmenter la valeur ajoutée sectorielle. L'établissement de certains pays exportateurs de pétrole ayant des expériences dans la gestion et l'investissement des revenus pétroliers montre que la disponibilité des ressources naturelles peut être une bénédiction pour l'économie locale, et cela dépend de l'ampleur de la rationalisation Dépenses ou épargne pour les plus-values, à condition que les institutions qui soutiennent et encouragent les projets productifs et recherchent des rentes soient disponibles en tant qu'activités complémentaires et non conflictuelles.

L'une des suggestions les plus importantes pour la gestion des revenus pétroliers Travailler à une diversification globale de l'économie nationale en adoptant des programmes de dépenses prenant en compte cette dimension et tirant parti des méthodes utilisées dans certains pays producteurs de pétrole pour gérer les excédents pétroliers, la nécessité d'une utilisation optimale des ressources en hydrocarbures, par l'application de dépenses efficaces des programmes qui augmentent les activités de production dans les secteurs porteurs de croissance en dehors du secteur des hydrocarbures, et contribue à encourager le secteur privé, tout en rationalisant les dépenses publiques et en contrôlant leur taille en fonction des capacités d'absorption de l'économie nationale et en œuvrant à orienter ces dépenses pour qu'elles soient productives et réduire les dépenses de consommation improductives, et activer le rôle des organes de contrôle sur les deniers publics et lutter contre la corruption Financière et administrative.

⁷³ Naji Al-Tuni, The Journey of Economic Diversity in the Arab World, Journal of Development and Economic Policies, Volume IV, Number Two, juin (juin) 2002, Beyrouth, p. 8.

Chapitre 4 : l'étude économique de l'effet du capital public sur la croissance économique

Conclusion

Dans ce chapitre nous avons estimé une fonction de production augmenté aux dépenses publiques pour quatre pays exportateurs de pétrole qui sont l'Algérie, la Russie, l'Iran, le Nigeria et cela sur la période de 1990 à 2019. Nous avons commencé le processus d'estimation de deux modèles de deux effets modèle à effets fixes

L'estimation a été effectuée par la modélisation en données de panel les résultats montrent que,

Le capital physique et la population ont un impact significatif et positif sur la croissance économique Quant à la part des dépenses publiques, leur impact est faiblement significatif (au seuil de 10% uniquement) sur la croissance économique dans quatre pays exportateurs de pétrole : l'Algérie, la Russie, l'Iran et le Nigeria.

Pour cela, l'intervention publique dans les pays exportateurs de pétrole ne soutient pas la croissance de long terme. Ce résultat incite à repenser les mécanismes d'intervention publique dans ces pays pour les rendre plus productifs pour l'économie.

Conclusion générale

Conclusion générale

La croissance économique est l'objectif de chaque pays, en raison de sa grande importance pour la situation économique, social et environnemental, et représente aujourd'hui le moyen idéal pour atteindre de nombreux objectifs avec un impact profond sur les individus et les sociétés mais parvenir à une croissance économique nécessite une économie diversifiée et forte basée sur plusieurs secteurs, et cette condition n'est disponible que dans les pays développés, tandis que dans les pays en développement, leurs économies sont dominées par un secteur.

La performance économique des pays riches en ressources naturelles et exportateurs de pétrole ressort clairement de l'étude de 1995 de Gylfason.T et de 2001 (Sachs & Warner). Cela s'explique principalement par le syndrome hollandais et la fréquence des politiques budgétaires dans ces pays, l'un des canaux les plus importants par lesquels l'abondance des ressources affecte la croissance économique. La littérature économique se réfère aux travaux de Neri, van Wagenburgen, Corden et Neri 1986, en particulier les travaux de 1982. L'expansion du secteur de l'énergie a conduit à une appréciation du taux de change réel, qui affecte directement sur le déclin du secteur industriel et agricole à travers deux effets : l'impact du mouvement des ressources et l'impact des dépenses. Plusieurs études ont atteint des résultats qui soutiennent la théorie de Cordy et Neyeri (1982) en tant qu'étude (Philippe.S) a traité de 5 pays en développement, dont l'Algérie, et Fardmanesh (1985), 2006. Et bien d'autres études.

Dans cette étude nous avons estimé une fonction de production augmentée aux dépenses publiques pour les 4 pays pétroliers qui sont Algérie, Russie, Iran et le Nigeria sur la période de 1980 à 2019. Pour l'estimation nous avons utilisé le modèle en données de panel qui implique des mesures dans le temps sur les 4 pays de l'échantillon.

L'estimation montre une faible contribution des dépenses publiques sur la croissance économique. En effet, à travers notre étude nous concluons qu'à l'exception de la Russie qui dispose d'une économie industrialisé en parallèle avec la rente du pétrole et de gaz, l'Algérie, l'Iran et le Nigéria ne dispose pas d'une structure industrielle solide qui leur permet d'intercepter les externalités positives des dépenses publiques et de développer une économie diversifiée hors secteur des hydrocarbures. Cela rend les économies de ces 3 pays affectées par toute fluctuation des prix du pétrole et en conséquence les autorités devraient diversifier les recettes d'exportation en dehors du secteur des hydrocarbures afin de sortir du dépendance de ce secteur en activant des stratégies alternatives de développement hors hydrocarbures tel que le secteur agricole, qui contient plusieurs ingrédients de succès, le secteur de l'industrie et

Conclusion générale

le secteur du tourisme. Il est également nécessaire de développer la recherche dans le domaine des énergies renouvelables, qui représente un véritable pari pour l'avenir de l'humanité.

La bibliographie

Bibliographie

Biographie

- 1) Smith A 1776. Richesse des Nations.
- 2) ASHWAQ Bin QADOUR, 2013 :63 (revue des reformes économiques et intégration dans l'économie mondiale)
- 3) Abdel Sattar Abdel Hamid Salma, Les limites de l'intervention de l'État dans le domaine économique pages 40-60
- 4) Abdel Qader Mohamed Abdel Qader Attia, Tendances modernes du développement, Maison universitaire, Alexandrie 2003
- 5) Ahmed Rashad Moussa, Le rôle de l'État dans le système économique contemporain, Association égyptienne pour l'économie, la statistique et la législation, Le Caire 1999
- 6) BENAHMED Kafia, (2014), «Essai d'analyse de la relation entre l'assurance et la croissance économique en Algérie», 196F, thèse de Magister, science économique, université de Bejaia.
- 7) Braquet, L., & Mourey, D. (2019). Économie : Principes fondamentaux. De Boeck Supérieur, Paris.
- 8) Barro, Robert J. (1990). Government spending in a simple model of endogenous growth. Journal of Political Economy 98
- 9) Boucebessi, Y.; Berehrah, E. (2014/2015): «Impact des dépenses publiques sur la croissance économique en Algérie: Etude économétrique sur la période 1980-2013
- 10) Colloque international "L'autorégulation du marché: mythe ou réalité?" Université de Genève Uni Mail le 18/02/2011 (Jacques Mistral, Bruno Biais, François Dermange
- 11) C. BOURDANOVE et F. MARTOS, « lexique de théorie économique », Ellipses 1992.
- 12) DWIGHT H-Perkins et autres, (2008), « économie de développement », De Boeck.
- 13) Dieynab KIDA (2009): « les déterminants de la croissance économique: cas de l'UEMOA ».
- 14) Draoui Mossoud, thèse de doctorat, la politique financière et son rôle dans l'atteinte de l'équilibre, The Economist, Université d'Alger, 08 mai 2005
- 15) Elie Sadigh (23 mai 2017) : rapport de recherche. Laboratoire d'analyse et de technique économique (latec 1996), « croissance endogène et école néoclassique »
- 16) Farid Bashir Taher, Planification économique, Dar Al Nahdha Al Arabiya, Le Caire 1998
- 17) GREDI Cahier de Recherche/working page 15-06, Impact de productivité des infrastructures

Bibliographie

- 18) Hamed Abdul-Hussein Al-Jubouri, Economic Diversification and Its Importance for Oil Countries, Al-Furat Center for Development and Strategic Studies, publié le 22/10/2016.
- 19) Juma'a Hegazy, concepts de développement. www.ina-syrie.com/tbl/_images/file0473.pdf date de consultation le 05/04/2022.
- 20) [Journal of Economic Growth](#) 5, [Mars 2000](#), Robert J. Barro, Inequality and Growth in a Panel of Countries accessible at : <https://link.springer.com/article/10.1023/A:1009850119329>
- 21) J. Laffont, « Fondements de l'Economie Publique », Edition Economica. Paris, 1982.
- 22) K.Marx, Critiques de la philosophie de l'Etat de Hegel ,EditionsLacoste.
- 23) Lucas, Robert E. (1988) : “ On the Mechanics of Economic Development”, Journal of Monetary Economics, 22,3-42
- 24) Muller Jacques, « Manuel et application économie » édition 2010)
- 25) M. Gustim. «Régulation et déséquilibres macro économiques », cours. date de consultation .17/05/2022
- 26) NONJON Alain, (1995), «comprendre l'économie mondiale», édition marketing S.A, paris.
- 27) Nawzad Abdul Rahman Al-Hiti, Hassan Ibrahim Al-Mohannadi, développement, durable dans l'Etat du Qatar, comité permanent de la population, qatar, decembre 2008.
- 28) NS ENERGY STAFF WRITER, Top five countries with the largest oil reserves in the Middle East, 11-10-2019.
- 29) Naji Al-Tuni, The Journey of Economic Diversity in the Arab World, Journal of Development and Economic Policies, Volume IV, Number Two, juin (juin) 2002, Beyrouth.
- 30) Philippe Chalmin,https://youtu.be/LwZnr91z_Hg.consultez le 20/11/2021
- 31) Présentation Mostafa, recherche sur la croissance économique, www.startimes.com (25/04/2022)
- 32) Pierre Robert, Croissance et crises: Analyse économique et historique, publié le 19 mars 2010.
- 33) PAUL Krugman et WELLS Robin, (2010), «macro-économie», De boeck.
- 34) R.U.Lucos,«On the Mechaincs of Economies Development», Journal of Monetary Economies, n°22,1988.
- 35) Solow, R. M. (1956). A Contribution to the Theory of Economic Growth. The Quarterly Journal of Economics, 70(1), 65-94.
- 36) [Surfing Economics by Huw Dixon, chapitre 4](#), Reflections on New Keynesian Economics; the role of Imperfect Competition, [Journal of Economic Methodology](#), 1999
- 37) Tawfiq Abbas ABD Aoun AL-SAUDI, une étude des taux de croissance pour la crise

Bibliographie

des pauvre, revue des sciences économiques n°26, avril 2010.

38) Taher Zarrouk, (Exécution des Dépenses publiques, position avantageuse dans les finances publiques, 2011)

39) Xavier GREFF Comprendre la politique économique, 2ème édition 21/06/1999

Sitographie :

- 1) https://www.memoireonline.com/04/15/9095/m_____problematique-de-lacroissance-economique-en-RDC3.html date consultation 05/02/202
- 2) <https://triangleinnovation.com>
- 3) <https://www.univ-reims.fr/media-files/2989/vous-avez-dit-capital-yp-coleno.pdf>
- 4) www.memoireonline.com: capital public et productivité en zone de CEMAC. Date de consultation : 06/05/2021
- 5) <https://www.fipeco.fr/fiche/La-d%C3%A9finition,-le-niveau-et-la-r%C3%A9partition-des-d%C3%A9penses-publiques>
- 6) https://www.wto.org/french/res_f/booksp_f/anrep_f/wtr04_2c_f.pdf
- 7) <https://ar.birmiss.com/> Fonction économique de l'Etat/
- 8) <https://hal.archives-ouvertes.fr/hal-01186973/document>
- 9) <https://ar.triangleinnovationhub.com/resource-allocation-it-rsquo> consulté le 10/04/2022
- 10) <https://ar.public-welfare.com/4123053-economic-function-the-subject-and-functions-of-the-economic-system>
- 11) <https://hal.archives-ouvertes.fr/hal-01287474/document>datedeconsultation:23/05/2022
- 12) <https://www.etudier.com/dissertations/l'Intervention-De-l'Etat-Dans-La-Vision/548849.html>
- 13) http://neumann.hec.ca/sites/cours/3-851-84/docs/notes/chapitre_III.pdf
- 14) <https://hal.univ-lorraine.fr/tel-01749185/document> consulté le 10/05/2022
- 15) <https://books.openedition.org/pufc/9783?lang=fr> consulté le 16/05/2022
- 16) http://www.columbia.edu/mw2230/Convergence_AEJ.pdf
- 17) http://scholar.harvard.edu/files/mankiw/files/macroeconomist_as_scientist.pdf?m=1360042085
- 18) <https://tel.archives-ouvertes.fr/tel-01557695/document>
- 19) <https://tel.archives-ouvertes.fr/tel-01557695/document>

Bibliographie

- 20) <https://www.mep.gov.sa/ar/EconomicAffairs/EconomyBlog/Pages/The-Difficulty-of-Economic-Diversification-in-Oil-Exporting-Countries-&-the-Need-for-Financial-Rules.aspx>
- 21) <https://www.latribune.fr/econoie/international/algerie-et-arabie-saoudite-constat-similaire-strategies-opposees-pour-deux-pays-petroliers-567267.html>
- 22) <https://www.latribune.fr/economie/international/algerie-et-arabie-saoudite-constat-similaire-strategies-opposees-pour-deux-pays-petroliers-567267.html>
- 23) <https://information.tv5monde.com/afrique/algerie-l-economie-peut-elle-trouver-un-nouveau-souffle-avec-la-hausse-des-prix-du-petrole>
- 24) https://www.wto.org/french/tratop_f/tpr_f/s407_sum_f.pdf
- 25) <http://moufid.jimdo.com> (24/4/2022)
- 26) <https://www.worldbank.org/en/country/syria/overview> 21/04/2022

Table de matières

Remerciement

Dédicaces

Liste des abréviations	1
Liste des tableaux	2
Liste des figures	3
Introduction générale	4

Chapitre 1 : généralité sur le concept de la croissance économique

Introduction	8
Section 1 : la définition et les déterminants de la croissance économique.....	8
1. Définition de la croissance économique	8
2. Les mesures de la croissance.....	10
2.1. Le produit intérieur brut PIB.....	10
2.2. La méthode des dépenses	11
2.3. La méthode de la production	11
2.3.1.La méthode de revenus.....	11
2.3.2. Le produit national brut (PNB)	12
2.3.3.L'indice de développement humain IDH	12
3. Les facteurs de la croissance économique.....	12
3.1. Le facteur travail	12
3.2. Le facteur capital.....	13
3.3. Le progrès technique.....	13
Section 2 : les modèles de croissance exogène	15
Section 3 : les modèles de croissance endogène	16
3.1. Le modèle général AK.....	16
3.2. Le modèle de Romer (1990)	17
3.3. Le modèle de Lucas (1988)	18
3.4. Le modèle de Barro (1990).....	20
Conclusion	21

Chapitre 2 : l'apporte du capital public à la croissance économique

Introduction	23
Section 1 : Présentation Du Concept « Capital Public»	23

1. Capital public : définition et caractérisation.....	23
1.1.Capital public et infrastructures publics	24
1.2.Capital public et dépenses militaires	24
2. Capital public et investissement public	24
3. Définition de dépenses publiques.....	25
4. Fonction économique de l'Etat	25
4.1. Les fonctions de l'Etat selon R.Musgrave.....	25
4.2. La fonction de répartition des revenus et richesses.....	26
4.3. La fonction d'allocation des ressources	26
4.4. La fonction de régulation.....	27
5. Intervention de l'État dans l'activité économique.....	28
5.1.Fournir les biens et services nécessaires à la société.....	28
5.2.Redistribution des revenus et de la richesse dans la société	29
6. Traitement des défaillances du marché	29
Section 2 : l'intervention de l'état dans l'économie selon les différentes écoles de la pensée économique	30
1. Les théories économiques de l'Etat	30
1.1. L'école classique.....	30
1.2. L'approche néo-classique.....	31
1.3. L'approche marxiste.....	32
1.4. L'approche keynésienne.....	32
1.4.1 Caractéristiques générales de la méthode keynésienne.....	32
1.4.2 La nouvelle économie classique.....	33
1.4.3 La nouvelle économie keynésienne.....	33
2. Les principaux facteurs de la croissance économique définis par les différentes écoles de la pensée économique.....	34
2.1. Le capital physique	34
2.2. Le capital humain.....	35
2.3. Les dépenses publiques	35
Section 3 : Revue de littérature empirique sur la contribution du capital public à la croissance	36
1. Revue de littérature empirique	36

Conclusion.....	37
-----------------	----

Chapitre 3 : Analyse descriptive de l'évolution des dépenses publiques et de la croissance économique dans les pays exportateurs

Introduction	38
Section 1 : Évolution de la croissance économique dans les pays exportateurs de pétrole	39
Section 2 : Évolution des dépenses publiques dans les pays exportateurs de pétrole	43
1. Définition des dépenses publiques	43
Section 3 : politique économique dans les pays exportateurs de pétrole	45
1. Les principaux secteurs de l'économie	46
Conclusion	47

Chapitre 4 : l'étude économique de l'effet du capital public sur la croissance économique

Introduction	48
Section 1 : construction du modèle	48
Section 2 : résultats de l'estimation.....	49
2.1. Test d'hisio.....	49
2.2. L'estimation du modèle a effet fixe	49
2.3. L'estimation du modèle à effet variable.....	50
2.4. Test d'hausman	51
2.5. Les tests de validation du modèle	52
2.5.1. Test de normalité des résidus	52
2.5.2. Test d'auto corrélation des résidus.....	52
Section 3 : interprétation des résultats et recommandations	53
3.1. Interprétation des résultats	53
3.2. Recommandations pour diversifier l'économie dans ces pays exportateurs de pétrole.....	53
Conclusion.....	56
Conclusion générale	57
Bibliographique	58

Résumé

Cette étude vise à analyser l'impact du capital public sur la croissance économique dans 4 pays exportateurs du pétrole Algérie, Russie, Iran et la Nigeria sur la période 1980 à 2019 en utilisant la méthode des données de panel.

Les principaux résultats de cette étude ont démontré A l'exception de la Russie qui dispose d'une économie industrialisé en parallèle avec la rente du pétrole et de gaz, l'Algérie, l'Iran et le Nigéria ne dispose pas d'une structure industrielle solide qui leur permet d'intercepter les externalités positives des dépenses publiques et de développer une économie diversifiée hors secteur des hydrocarbures.

Mots clés : croissance économique, dépenses publiques, rente pétrolière, données de panel.

Abstract

This study aims to analyze the impact of public capital on economic growth in 4 oil exporting countries Algeria, Russia, Iran and Nigeria over the period 1980 to 2019 using the panel data method.

The main results of this study showed that with the exception of Russia which has an industrialized economy in parallel with the oil and gas rent, Algeria, Iran and Nigeria do not have a solid industrial structure that allows them to intercept the positive externalities of public spending and to develop a diversified economy outside the hydrocarbon sector.

Keys words: economic growth, public expenditures, oil rent, panel data